

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 663

1^{er} septembre 1999

SOMMAIRE

A.L.S.A. - EuropaPlus 8/2005, Fonds Commun de Placement	page 31799	Sampson S.A., Luxembourg	31823
American Express Investment Trust	31795	Sapaci S.A.H., Luxembourg	31819
Beaucamps S.A., Luxembourg	31820	Sartène S.A., Luxembourg	31805
Beaucette S.A., Luxembourg	31824	Scancargo S.A., Sandweiler	31805
Bond Trust of the World, Fonds Commun de Placement	31778	Scotinvest Bond Fund Management Company S.A., Luxembourg	31805
Cassis Holding S.A., Luxembourg	31822	Scotinvest Emerging Market Fund Management Company S.A., Luxembourg	31806
Compagnie Financière de la Madelaine S.A., Luxembourg	31823	Scotinvest Equity Fund Management Company S.A., Luxembourg	31806
(La) Concorde S.A., Luxembourg	31823	Scotinvest Middle East Fund Management Company S.A., Luxembourg	31807
DB Firmeninvest 1, Fonds Commun de Placement	31795	Scotinvest Money Market Fund Management Company S.A., Luxembourg	31807
DB Firmeninvest 2, Fonds Commun de Placement	31795	Semica S.A., Luxembourg	31812
Elhe Holding S.A., Luxembourg	31821	Sewerin Schiltz - Equipement Industriel, S.à r.l., Luxembourg	31807
Euromess S.A., Luxembourg	31819	S.G.P.P., Société de Gestion et de Prises de Participations S.A., Luxembourg	31809
Fin.Sia S.A.H., Luxembourg	31803, 31804	Société Coopérative de Chauffage Urbain, Société Coopérative, Dudelange	31808
Fraver Holding S.A., Luxembourg	31819	Société de Radiodiffusion Luxembourgeoise, S.à r.l., Luxembourg	31810
Interleasing S.A., Luxembourg	31821	Sodial S.A., Luxembourg	31822
K Rubber & Plastics Investments S.A., Luxembourg	31820	SSR Pegasus Funds S.A. - Sicav, Luxembourg ...	31810
LLM S.A., Luxembourg	31821	Stanko, S.à r.l., Luxembourg	31811
Maitagaria S.A., Luxembourg	31822	Theore Holding S.A., Luxembourg	31818
Orangenburger S.A., Luxembourg	31821	Top Ten Balanced, Fonds Commun de Placement	31784
Paribas Institutions, Sicav, Luxembourg	31824	Top Ten Classic, Fonds Commun de Placement	31779
Patrifam S.A., Luxembourg	31794	Top Ten Special, Fonds Copmmun de Placement	31789
Popb Luxembourg S.A., Luxembourg	31800	Tosinvest International S.A., Luxembourg	31816, 31817
Portinfer Finance S.A., Luxembourg	31824	Tosinvest Italia S.A., Luxembourg	31817, 31818
Pressy Group S.A., Luxembourg	31800, 31801	Twiner S.A., Esch-sur-Alzette	31812, 31816
Prime S.A., Mamer	31801	Vauban Holding S.A., Luxembourg	31820
Property Leasing S.A., Colmar-Berg	31802	Vittoria Timber S.A., Luxembourg	31820
Protel S.A., Luxembourg	31802	Wanklyn S.A., Luxembourg	31819
Quatro Invest S.A., Luxembourg	31803		
Quelbuild S.A., Luxembourg	31802		
Romanilla S.A., Luxembourg	31804		
Rylux S.A., Luxembourg	31823		
Sadin Holding S.A., Luxembourg-Kirchberg ...	31804		
Sailboat S.A.H., Luxembourg-Kirchberg	31804		

BOND TRUST OF THE WORLD, Fonds Commun de Placement.

Avis aux Porteurs de Parts

Le Conseil d'administration de la Société de Gestion de BOND TRUST OF THE WORLD (ci-après également dénommé BTW ou «le Fonds») a décidé de procéder, dans le cadre de la rationalisation de la gamme des produits Société Générale, le 30 septembre 1999, avec effet au même jour, à l'apport de l'ensemble de la situation active et passive du Fonds au compartiment SOGELUX FUND/ BONDS WORLD de SOGELUX FUND (ci-après parfois dénommée «la SICAV»), sicav à compartiments multiples relevant de la partie I de la Loi du 30 mars 1988. En devenant actionnaires de SOGELUX FUND, les actuels détenteurs de parts BTW bénéficieront dès lors de la possibilité de choisir, au sein d'une seule et même entité juridique, entre une pluralité de politiques et de monnaies d'investissement. En effet, après avoir investi dans un compartiment de SOGELUX FUND, l'investisseur peut aisément passer de ce compartiment à un ou plusieurs autres compartiments de la SICAV; ce sans avoir à payer de commission de conversion.

L'attention des détenteurs de parts du Fonds est attirée sur les similitudes et différences suivantes entre le fonds BTW et la Sicav SOGELUX FUND:

A) Forme des actions: politique de distribution des revenus

Par opposition à ce qui se passe dans BTW, les actions SOGELUX FUND/BONDS WORLD ne sont émises qu'en forme de certificats nominatifs de tout nombre entier d'actions et d'inscriptions en comptes courants de tout nombre entier ou fractionnaire d'actions: il n'est donc pas délivré de certificats d'actions au porteur. Par ailleurs, le versement de dividendes n'est pas envisagé (tous les revenus de la SICAV sont en principe, capitalisés à 100%). Par ailleurs, il ne sera procédé à aucun paiement de dividende au titre de l'exercice social 1998/1999 pour les porteurs de parts «A» de «BTW».

B) Modalités de souscriptions et de remboursement des actions

Les prix d'émission et de remboursement des parts «BTW» (libellées en USD) et des actions du compartiment SOGELUX FUND/BONDS WORLD (également libellées en USD) sont déterminés chaque jour entièrement ouvré à Luxembourg. Mais dans le cas de «BTW», les prix d'émission et de remboursement des parts calculés un jour quelconque sont applicables aux ordres de souscriptions et aux demandes de remboursement enregistrés par le Fonds le même jour avant 11.00 heures; tandis que les actions du compartiment SOGELUX FUND/BONDS WORLD sont émises, ou remboursées, au prix déterminé le premier jour d'évaluation suivant la réception et l'acceptation par la SICAV de la souscription/de la demande de remboursement (l'heure limite de réceptions des ordres par la SICAV est fixée à 13.00 heures, heure de Luxembourg, et le règlement de tout(e) souscription/remboursement est effectué dans les trois jours ouvrables suivant la détermination du prix d'émission/de remboursement des actions).

C) Cotation

Les parts «BTW» et les actions SOGELUX FUND (tous compartiments) sont cotées en Bourse, à Luxembourg.

D) Politique d'Investissement

«BTW» a pour politique d'investissement de placer la majeure partie de ses avoirs en des titres représentatifs d'emprunts (notamment en obligations, convertibles ou non), ainsi qu'en instruments du marché monétaire, de manière à obtenir un revenu d'investissement élevé.

La gestion du compartiment SOGELUX FUND/ BONDS WORLD a pour objectif la valorisation maximale des capitaux investis. Les avoirs du compartiment sont investis dans des titres d'emprunts (obligations et titres assimilés à taux fixe ou variable), mais le portefeuille peut également contenir, accessoirement, des obligations convertibles, des obligations à droit de souscription ou warrants, des titres de créance négociables émis ou garantis par des débiteurs de premier ordre. L'ensemble des instruments précités sont libellés dans les devises des pays de l'OCDE.

E) Gestionnaire

Le compartiment SOGELUX FUND/ BONDS WORLD est géré par SOCIETE GENERALE ASSET MANAGEMENT, Paris, actuel conseiller en investissement de WORLD BOND TRUST MANAGEMENT COMPANY, la société de gestion de BTW.

F) Commission de Gestion

La commission de gestion du compartiment SOGELUX FUND/ BONDS WORLD est de 0,8% l'an; celle de BTW de 0,7% l'an; l'une et l'autre sont payables trimestriellement, à terme échu, et calculées sur l'actif net moyen au cours du trimestre écoulé.

G) Exercice social

L'exercice social de BTW commence le 1^{er} octobre pour se clôturer le 30 septembre de l'année suivante; tandis que celui de SOGELUX FUND court du 1^{er} juin au 31 mai de l'année suivante.

Compte tenu des différences dont il vient d'être fait état, les détenteurs de parts «BTW» qui le souhaiteraient, pourront obtenir, chaque jour ouvrable, jusqu'au 30 septembre 1999 inclus, le rachat, sans frais, de leurs parts; le produit de ces remboursements sera réglé aux ayants droit dans les délais et selon les modalités prévus au prospectus de «BTW» en matière de remboursement de parts. Les dernières demandes de rachat de parts devront être parvenues à la société de gestion du Fonds au plus tard le 30 septembre 1999, avant 11.00 heures du matin (heure de Luxembourg), pour exécution le même jour; passé ce délai, les émissions et remboursements de parts «BTW» seront définitivement suspendus et plus aucune souscription ni demande de rachat portant sur des parts «BTW» ne sera exécutée.

Le 30 septembre 1999 au soir, le compartiment SOGELUX FUND/BONDS WORLD absorbera le fonds BOND TRUST OF THE WORLD, comme sus-mentionné, et la décision de fusion s'imposera à tous les détenteurs de parts «BTW» qui n'auront pas fait usage de la possibilité de sortie dont il vient d'être fait état. Cette fusion s'effectuera par apport en nature, au compartiment absorbant, de l'actif et du passif du fonds absorbé, et les parts BOND TRUST OF THE WORLD encore en circulation à cette date seront, quant à elles, annulées et immédiatement converties, sans frais, en actions et millièmes d'actions SOGELUX FUND/BONDS WORLD.

L'attention des détenteurs de parts «BTW» (A et B) est attirée sur le fait que les frais relatifs à cette fusion seront entièrement supportés par «BTW».

Le nombre d'actions et de millièmes d'actions SOGELUX FUND /BONDS WORLD à attribuer aux ex-détenteurs de parts «A» et «B» de BOND TRUST OF THE WORLD sera établi sur base des ratios d'échange résultant des valeurs nettes d'inventaire respectives des parts «BTW» (A et B) et des actions SOGELUX FUND/BONDS WORLD calculées le 30 septembre 1999 (ce calcul de valeurs nettes d'inventaire, effectué sur base des cours connus le 30 septembre 1999 à 8.00 heures du matin, heure de Luxembourg, sera, pour «BTW», le dernier).

L'échange des parts «BTW» inscrites en comptes-courants sera effectué, sans frais, dès le 30 septembre au soir, sans que leurs détenteurs aient à donner quelque instruction que ce soit.

En revanche, les détenteurs de parts «BTW» matérialisées par des certificats au porteur ou nominatifs sont invités à se manifester, à partir du mardi 5 octobre 1998, aux guichets de l'un des établissements domiciles ci-après cités, pour échange, sans frais, de leurs certificats de parts contre une Inscription en compte-titres des actions et millièmes d'actions SOGELUX FUND/BONDS WORLD leur revenant, ou contre délivrance d'un (ou de) certificat(s) nominatif(s) d'actions SOGELUX FUND/BONDS WORLD (dans ce dernier cas, si l'échange de parts «BTW» (A et B) qu'il détient ne conduit pas à un nombre entier d'actions SOGELUX FUND/BONDS WORLD, l'actionnaire pourra choisir, soit de se faire payer en espèces le montant résiduel correspondant aux millièmes d'actions formant rompu, soit d'acquérir des millièmes supplémentaires afin de compléter leur actionnariat au nombre entier d'actions supérieur le plus proche).

Ces opérations sont domiciliées aux guichets des établissements ci-après:

au Luxembourg: SOCIETE GENERALE BANK & TRUST, 11-13, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg;

en Belgique: SOCIETE GENERALE - Tour Bastion, 5, place du Champ de Mars, B-1050 Bruxelles;

en France: SOCIETE GENERALE, 29, boulevard Haussmann, F-75009 Paris.

Les détenteurs de parts «BTW» qui désireraient obtenir des renseignements complémentaires sont priés de contacter le service ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF de S.G.B.T. à Luxembourg, 11-13, avenue Emile Reuter (Tél: 47-93-11-644).

Passé le 30 septembre 1999, les parts «BTW» ne seront plus cotées en Bourse de Luxembourg.

Un prospectus «Août 1999» de «BTW» est disponible, sur simple demande, au siège social de la société de gestion WORLD BOND TRUST MANAGEMENT COMPANY.

Luxembourg, le 31 août 1999.

(03727/045/98

Le Conseil d'Administration.

TOP TEN CLASSIC, Fonds Commun de Placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Anteilhaber hinsichtlich des Sondervermögens TOP TEN CLASSIC bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsreglement:

Art. 1. Grundlagen.

1. Der Fonds (im folgenden auch «Dachfonds» genannt) ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen. Er wurde als «Fonds Commun de Placement» nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg gegründet und wird von der OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A., einer Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht (im folgenden «Verwaltungsgesellschaft» genannt) im eigenen Namen für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen (im folgenden «Anteilhaber» genannt) verwaltet.

2. Die Verwaltungsgesellschaft legt das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikomischung, gesondert von ihrem eigenen Vermögen, an. Über die sich hieraus ergebenden Rechte stellt die Verwaltungsgesellschaft Anteile aus, die auf den Inhaber lauten und in Globalzertifikaten verbrieft sind. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

3. Die Anteilhaber sind an dem Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

4. Mit dem Anteilerwerb erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie dessen genehmigte und veröffentlichte Änderungen an.

5. Die jeweils gültige Fassung sowie sämtliche Änderungen werden im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg (im folgenden «Mémorial» genannt) veröffentlicht.

Art. 2. Depotbank.

1. Die Verwaltungsgesellschaft hat die SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A., Luxemburg zur Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz, dem Verkaufsprospekt und dem Verwaltungsreglement. Die Depotbank handelt unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschliesslich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz.

2. Die Depotbank verwahrt alle Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten oder Depots, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken im Ausland oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung geben, sofern die Vermögenswerte an einer ausländischen Börse zugelassen, in einen ausländischen geregelten Markt einbezogen sind oder es sich um sonstige ausländische Vermögenswerte handelt, die nur im Ausland lieferbar sind.

3. Die Anlage des Fondsvermögens in Bankguthaben (Sicht- und Termineinlagen) bei anderen Kreditinstituten sowie die Verfügungen über diese Bankguthaben bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Sie darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwaltungsreglement vereinbar ist. Die Bankguthaben bei anderen Kreditinstituten müssen auf Sperrkonten unterhalten werden. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten unterhaltenen Bankguthaben zu überwachen.

4. Die Depotbank wird unter Beachtung der Voraussetzungen des Abs. 1 insbesondere Anteile gegen Zahlung des Ausgabepreises ausgeben sowie den Rücknahmepreis bei der Rücknahme von Anteilen und eventuelle Ausschüttungen an die Anteilinhaber auszahlen. Sie wird ferner aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für vom Fonds erworbene Vermögenswerte zahlen, Vermögenswerte, die für Rechnung des Fonds verkauft wurden, gegen Zahlung des Kaufpreises übertragen und aus den gesperrten Konten die notwendigen Einschüsse bei Abschluß von Terminkontrakten leisten.

Die Depotbank wird dafür Sorge tragen, dass:

a) alle Vermögenswerte des Fonds unverzüglich auf seinen gesperrten Konten bzw. Depots eingehen, insbesondere der Kaufpreis, aus dem Verkauf von Investmentanteilen, Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten, anfallende Erträge, Entgelte für von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich des Ausgabeaufschlags und eventueller Steuern und Abgaben unverzüglich auf den gesperrten Konten des Fonds verbucht werden;

b) die Berechnung des Inventarwerts und des Wertes der Anteile gemäss den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements erfolgt;

c) bei allen Geschäften, die sich auf das Fondsvermögen beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen bei ihr eingeht;

d) die Erträge des Fondsvermögens gemäss dem Verwaltungsreglement verwendet werden;

e) Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis verkauft werden;

f) börsennotierte Wertpapiere bzw. Investmentanteile höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden; abweichend davon dürfen sie jedoch zum vereinbarten Basispreis erworben oder verkauft werden, sofern dies in Ausübung eines Wertpapieroptionsrechts geschieht, das einem Dritten eingeräumt wurde;

g) verbrieft Rechte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Art. 11 angemessen ist, und die Gegenleistung im Falle der Veräusserung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich unterschreitet;

h) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Terminkontrakten eingehalten werden.

5. Die Depotbank entnimmt für die Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzten Vergütungen. Sie entnimmt auch, jedoch nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, für sich selbst die ihr gemäß diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die Regelung in Art. 13 dieses Verwaltungsreglements über die Belastung des Fondsvermögens mit sonstigen Kosten und Gebühren bleibt unberührt.

6. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen:

a) Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft geltend zu machen;

b) gegen Vollstreckungsmassnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend unter a) getroffene Regelung schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft durch die Anteilinhaber nicht aus.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilinhaber nicht aus.

7. Die Depotbank und die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Die Kündigung wird wirksam, wenn eine Bank, welche die Bedingungen des Gesetzes über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen vom 30. März 1988 erfüllt, die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zu diesem Zeitpunkt wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilinhaber ihren Pflichten und Funktionen gemäss Art. 17 des vorerwähnten Gesetzes als Depotbank in vollem Umfang nachkommen.

Art. 3. Fondsverwaltung.

1. Die Verwaltungsgesellschaft handelt unabhängig von der Depotbank und ausschliesslich im Interesse der Anteilinhaber. Sie kann unter eigener Verantwortung und auf ihre Kosten Anlageberater hinzuziehen und/oder sich des Rates eines Anlageausschusses bedienen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, gemäss den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements mit den von Anteilhabern eingelegten Geldern Vermögenswerte zu erwerben, sie wieder zu veräussern und den Erlös anderweitig anzulegen. Sie ist ferner zu allen sonstigen Rechtshandlungen ermächtigt, die sich aus der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds ergeben.

Art. 4. Risikostreuung.

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds:

a) Anteile eines anderen Investmentfonds oder einer anderen Investmentgesellschaft (im folgenden «Zielfonds» genannt) erwerben, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert, zusammen mit dem Wert der bereits im Fonds befindlichen Anteile desselben Zielfonds, 20% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt;

b) höchstens 10% der ausgegebenen Anteile eines Zielfonds erwerben, wobei diese Grenze unbeachtet bleibt, sofern sich das Gesamtemissionsvolumen nicht berechnen lässt.

2. Bei Investmentvermögen, die aus mehreren Teilfonds bestehen (auch «Umbrella-Fonds» genannt) beziehen sich die in Abs. 1 genannten Beschränkungen jeweils auf einen einzelnen Teilfonds, wobei jedoch eine überwiegende Konzentration der Anlagen auf verschiedene Teilfonds eines einzelnen Umbrella-Fonds unterbleibt.

3. Werden die in Abs. 1 genannten Grenzen nachträglich durch Kurs- bzw. Anteilwertentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber unverzüglich die Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

Art. 5. Flüssige Mittel.

Bis zu 49% des Netto-Fondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln gehalten werden. Dazu zählen auch regelmässig gehandelte Geldmarktinstrumente mit einer (Rest-)Laufzeit von bis 12 Monaten. Geldmarktpapiere, die für den Dachfonds erworben werden, dürfen zum Zeitpunkt ihres Erwerbs eine (Rest-)Laufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

Art. 6. Kaskadierungsverbot.

Es ist der Verwaltungsgesellschaft nicht gestattet, in Anteilen anderer Investmentfonds oder Investmentgesellschaften anzulegen, die ihrerseits mehr als 5% des Wertes ihres Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen dürfen, es sei denn, die von dem betreffenden Zielfonds gehaltenen Investmentanteile dürfen nach dessen Vertragsbedingungen oder Satzung anstelle von Bankguthaben gehalten werden.

Art. 7. Techniken und Instrumente.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Massgabe der Anlagebeschränkungen für den Fonds der Techniken und Instrumente bedienen, die Devisen zum Gegenstand haben, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungsrisiken geschieht.

2. Zu den Techniken und Instrumenten gehören unter anderem der Kauf und Verkauf von Call- und Put-Optionen, der Kauf und Verkauf von Terminkontrakten sowie sonstigen zulässigen Finanzinstrumenten, die Devisen zum Gegenstand haben. Die Verwaltungsgesellschaft wird Instrumente, die nicht an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelt werden (OTC-Geschäfte), nur abschliessen, wenn

- der Vertragspartner eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist und

- der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelten Instrumenten nach Einschätzung der Verwaltungsgesellschaft für die Anteilinhaber von Vorteil ist. Der Einsatz von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung von Vermögenswerten ermöglicht.

3. Kauf und Verkauf von Optionen sind mit besonderen Risiken verbunden. Durch die Hebelwirkung von Optionen kann der Wert des Fondsvermögens - sowohl positiv als auch negativ - stärker beeinflusst werden, als dies bei dem unmittelbaren Erwerb von Investmentanteilen oder sonstigen Vermögenswerten geschieht.

Art. 8. Kreditaufnahme.

Die Verwaltungsgesellschaft darf für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilinhaber kurzfristige Kredite bis zur Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens aufnehmen, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt.

Art. 9. Unzulässige Geschäfte.

Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds nicht:

1. bei Erwerb nicht voll eingezahlter Wertpapiere bzw. Investmentanteile Verbindlichkeiten übernehmen, die, zusammen mit Krediten gemäss Art. 8, 10% des Netto-Fondsvermögens überschreiten;

2. Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;

3. Vermögenswerte erwerben, deren Veräusserung aufgrund vertraglicher Vereinbarungen irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;

4. in Immobilien anlegen und Waren oder Warenkontrakte kaufen oder verkaufen;

5. Edelmetalle oder auf Edelmetalle lautende Zertifikate erwerben;

6. Vermögenswerte des Fonds verpfänden oder belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten, sofern dies nicht im Rahmen eines nach diesem Verwaltungsreglement unzulässigen Geschäfts gefordert wird;

7. Leerverkäufe von Wertpapieren bzw. Investmentanteilen und/oder Geldmarktinstrumenten tätigen;

8. an einer Börse, einem geregelten Markt oder mit Finanzeinrichtungen erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind, gehandelte Call- und Put-Optionen auf Devisen kaufen und verkaufen, deren Prämien addiert 15% des Netto-Fondsvermögens überschreiten oder deren Kontraktwerte über das Netto-Fondsvermögen hinaus gehen;

9. andere Wertpapiere oder in Wertpapieren verbriefte Finanzinstrumente erwerben, als Investmentanteile und Geldmarktpapiere mit (Rest-)Laufzeiten von bis zu 12 Monaten.

Art. 10. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen.

1. Alle Fondsanteile haben gleiche Rechte.

2. Die Anteile werden von der Verwaltungsgesellschaft unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank ausgegeben und unverzüglich in entsprechender Höhe auf einem vom Anteilnehmer anzugebenden Depot gutgeschrieben. Die Anzahl der ausgegebenen Anteile ist grundsätzlich nicht beschränkt. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich jedoch vor, die Ausgabe von Anteilen vorübergehend oder vollständig einzustellen; etwa bereits geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich zurückerstattet.

3. Die Anteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder durch Vermittlung Dritter erworben werden.

4. Die Anteilinhaber können jederzeit die Rücknahme der Anteile über die Verwaltungsgesellschaft, die Depotbank oder die Zahlstellen verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist verpflichtet, an jedem Bewertungstag die Anteile zum jeweils geltenden Rücknahmepreis für Rechnung des Fonds zurückzunehmen. Bewertungstag ist jeder Tag, der in

Frankfurt am Main, Düsseldorf und Luxemburg ein Bankarbeits- und Börsentag ist. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem Bewertungstag in der für den Fonds festgelegten Währung EURO (im folgenden «Basiswährung des Fonds» genannt).

5. Bei massiven Rücknahmeverlangen bleibt der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, nach vorheriger Zustimmung der Depotbank, die Anteile erst dann zum gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen aller Anteilhaber, entsprechende Vermögenswerte veräussert hat.

6. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. Devisenrechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht zu vertretende Umstände der Überweisung des Rücknahmepreises entgegenstehen.

7. Sofern Sparpläne angeboten werden, werden die Zahlungen der Anteilerwerber vollständig - ohne Kostenvorwegbelastung - in Anteilen angelegt.

Art. 11. Ausgabe- und Rücknahmepreis.

1. Zur Errechnung des Ausgabe- und Rücknahmepreises für die Anteile ermittelt die Depotbank an jedem Bewertungstag den Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte, abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds (im folgenden «Inventarwert» genannt). Dabei werden:

- a) Investmentanteile zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;
- b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Depotbank zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Papiere verkauft werden können;
- c) flüssige Mittel zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- d) Festgelder zum Nominalwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- e) nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu dem letzten Devisenmittelkurs in die Basiswährung des Fonds umgerechnet;
- f) alle anderen Vermögenswerte zu ihrem jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben sowie allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln festlegt.

2. Die Berechnung des Anteilwerts erfolgt durch Teilung des Wertes des Sondervermögens durch die Zahl der am Bewertungstag umlaufenden Anteile (im folgenden «Inventarwert pro Anteil» genannt).

3. Bei Festsetzung des Ausgabepreises kann dem Inventarwert pro Anteil zur Abgeltung der Ausgabekosten ein Ausgabeaufschlag in Höhe von bis zu 5% des Inventarwertes pro Anteil hinzugerechnet werden; sofern in einem Land, in dem Anteile ausgegeben werden, Stempelgebühren oder andere Belastungen anfallen, erhöht sich der Ausgabepreis entsprechend.

4. Rücknahmepreis ist der nach Abs. 1 ermittelte Inventarwert pro Anteil.

5. Anteilkauf- und Verkaufsaufträge, die bis 10.00 Uhr eingegangen sind, werden mit dem am nächstfolgenden Bewertungstag festgestellten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet.

Art. 12. Aussetzung.

1. Die Errechnung des Inventarwerts sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen können von der Verwaltungsgesellschaft zeitweilig ausgesetzt werden, wenn und solange

- a) die Rücknahmepreise für Anteile von Zielfonds, in denen ein erheblicher Teil des Fondsvermögens angelegt ist, nicht verfügbar sind;
- b) die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann;
- c) die Gegenwerte bei Käufen sowie Verkäufen nicht zu transferieren sind;
- d) es unmöglich ist, die Ermittlung des Inventarwerts ordnungsgemäss durchzuführen.

2. Die Aussetzung und Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung wird unverzüglich sämtlichen Anteilhabern mitgeteilt, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

Art. 13. Kosten.

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf dem Fonds keine Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge sowie keine Verwaltungsvergütung für Anteile von Zielfonds berechnen, die von ihr oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist.

2. Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt unter Beachtung von Abs. 1 bis zu 1,9% p.a., errechnet auf das Netto-Fondsvermögen des letzten Bewertungstags eines jeden Monats.

3. Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung in Höhe von bis zu 0,1% p.a., errechnet auf das Netto-Fondsvermögen des letzten Bewertungstags eines jeden Monats.

4. Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt monatlich zum Monatsende.

5. Die Depotbank erhält über die Vergütung gemäss Abs. 3 hinaus eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu 0,125% jeder Vermögenswertransaktion, soweit dafür nicht bankübliche Gebühren anfallen.

6. Neben diesen Vergütungen und Gebühren gehen, unter Beachtung von Abs. 1, die folgenden Aufwendungen zulasten des Fonds:

- a) im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten entstehende Kosten;
- b) Kosten für die Erstellung und den Versand der Prospekte, Verwaltungsreglements sowie der Rechenschafts- und Halbjahresberichte;
- c) Kosten der Veröffentlichung der Prospekte, Verwaltungsreglements, Rechenschafts- und Halbjahresberichte, der Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie der Bekanntmachungen an die Anteilhaber;
- d) Prüfungs- und Rechtsberatungskosten für den Fonds;
- e) Kosten und eventuell anfallende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;

- f) Kosten, die im Zusammenhang mit Ausschüttungen des Fonds entstehen;
- g) Kosten etwaiger Börseneinführungen und/oder der Registrierung der Anteile zum öffentlichen Vertrieb;
- h) Kosten für die Bonitätsbeurteilung des Fonds insgesamt durch national und international anerkannte Ratingagenturen.
- i) Kosten der Gründung des Fonds.

Art. 14. Rechnungslegung.

1. Der Fonds und dessen Buchführung werden durch eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft geprüft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird.
2. Spätestens vier Monate nach dem Ende eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht für den Fonds.
3. Längstens zwei Monate nach Ablauf der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht für den Fonds.
4. Die Rechenschafts- und Halbjahresberichte sind bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen erhältlich.
5. Die Verwaltungsgesellschaft wird im jeweiligen Rechenschafts- und Halbjahresbericht des Dachfonds den Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge angeben, die im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Anteilen an Zielfonds angefallen sind, sowie die Vergütung angeben, die dem Dachfonds von einer anderen Verwaltungsgesellschaft oder einer Investmentgesellschaft einschliesslich ihrer Verwaltungsgesellschaft für die im Fondsvermögen des Dachfonds gehaltenen Anteile berechnet wurde.

Art. 15. Dauer und Auflösung des Fonds sowie Kündigung der Verwaltungsgesellschaft.

1. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.
2. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verwaltung des Fonds mit einer Frist von mindestens drei Monaten kündigen. Die Kündigung wird im Mémorial sowie in dann zu bestimmenden Tageszeitungen der Länder veröffentlicht, in denen Anteile des Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Mit dem Wirksamwerden der Kündigung erlischt das Recht der Verwaltungsgesellschaft, den Fonds zu verwalten. In diesem Falle geht das Verfügungsrecht über den Fonds auf die Depotbank über, die ihn gemäss Abs. 3 abzuwickeln und den Liquidationserlös an die Anteilhaber zu verteilen hat. Für die Zeit der Abwicklung kann die Depotbank die Verwaltungsvergütung entsprechend Art. 13 beanspruchen. Mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde kann sie jedoch von der Abwicklung und Verteilung absehen und die Verwaltung des Fonds nach Massgabe des Verwaltungsreglements einer anderen Luxemburger Verwaltungsgesellschaft übertragen.
3. Wird der Fonds aufgelöst, ist dies im Mémorial sowie zusätzlich in drei Tageszeitungen zu veröffentlichen. Die Verwaltungsgesellschaft wird zu diesem Zweck neben einer luxemburgischen Tageszeitung, Tageszeitungen der Länder auswählen, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen werden am Tage der Beschlussfassung über die Auflösung des Fonds eingestellt. Die Vermögenswerte werden veräussert und die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder ggf. der von ihr oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nach Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden, sofern gesetzlich erforderlich, in Euro konvertiert und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Art. 16. Änderungen des Verwaltungsreglements.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.
2. Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, mit ihrer Veröffentlichung in Kraft.

Art. 17. Verjährung von Ansprüchen.

Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

Art. 18. Erfüllungsort, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Erfüllungsort ist der Sitz der Verwaltungsgesellschaft.
2. Rechtsstreitigkeiten zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegen der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Grossherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen die Anteile vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Anleger bezüglich Erwerb und Rückgabe von Anteilen Ansprüche gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank geltend machen.
3. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen von Ländern als verbindlich erklären, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Art. 19. Anlagepolitik.

1. Ziel der Anlagepolitik ist die Erwirtschaftung eines attraktiven Wertzuwachses in der Basiswährung Euro. Dazu wird das Fondsvermögen überwiegend, d.h. zu mindestens 51%, in Anteilen an Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs-, Grundstücks- sowie gemischten Wertpapier- und Grundstücks-Sondervermögen angelegt. Anteile an Futures-, Venture-Capital-, oder Spezialfonds dürfen für den Dachfonds nicht erworben werden.
- Unter Beachtung der Voraussetzungen gemäss Abs. 1 wird die Verwaltungsgesellschaft das Fondsvermögen ausschliesslich in Anteile investieren von

- a) Investment-Sondervermögen, die in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegt sind;
- b) offenen Investmentfonds und Investmentgesellschaften, die nach den Bestimmungen des AusInvestmG in der Bundesrepublik Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen und den Anteilhabern das Recht zur jederzeitigen Rückgabe ihrer Anteile eingeräumt haben;
- c) offenen Investmentfonds und Investmentgesellschaften, die den Anteilhabern das Recht zur jederzeitigen Rückgabe ihrer Anteile eingeräumt haben und in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investmantaufsicht unterliegen.
2. Die Verwaltungsgesellschaft wählt zur Anlage des Fondsvermögens Anteile von Zielfonds aus, die in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der Schweiz, den USA, Kanada, Hongkong oder Japan aufgelegt worden sind und die in ihrem Ursprungsland einer der Luxemburger Investmantaufsicht sowie dem Luxemburger Investmentgesetz vom 30. März 1988 vergleichbaren Streuungsvorschriften unterliegen.
3. Für den Fonds TOP TEN CLASSIC werden überwiegend Anteile an Aktienfonds erworben. Je nach Einschätzung der Märkte kann das Fondsvermögen auch vollständig in diese Fondskategorie investiert sein. Daneben können jedoch insbesondere auch Anteile an gemischten Wertpapierfonds, Rentenfonds und geldmarktnahen Fonds gehalten werden.

Art. 20. Ausschüttungen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgt.
2. Ausschüttungen erfolgen auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.
3. Für den Fonds wird ein Ertragsausgleichskonto geführt.
4. Ausschüttungsbeträge, die nach fünf Jahren ab dem Datum der Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zu Gunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf der Verjährungsfrist geltend gemacht werden, zu Lasten des Fondsvermögens an die Anteilhaber auszuzahlen.

Art. 21. Zusammenschluss.

Die Verwaltungsgesellschaft kann den Fonds mit einem anderen Sondervermögen luxemburgischen Rechts zusammenschließen, das unter den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen fällt.

Art. 22. Geschäftsjahr.

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung und endet am 31. Dezember 1999.

Art. 23. Inkrafttreten.

Dieses Verwaltungsverglement trat in seiner ursprünglichen Fassung am 2. August 1999 in Kraft.

Luxemburg, den 18. Juni 1999.

OPPENHEIM INVESTMENT
MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A.

SAL. OPPENHEIM JR. & CIE.
LUXEMBURG S.A.

Unterschriften

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 1999, vol. 517, fol. 89, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(34364/000/341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 1999.

TOP TEN BALANCED, Fonds Commun de Placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Anteilhaber hinsichtlich des Sondervermögens TOP TEN BALANCED bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsverglement:

Art. 1. Grundlagen.

1. Der Fonds (im folgenden auch «Dachfonds» genannt) ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen. Er wurde als «Fonds Commun de Placement» nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg gegründet und wird von der OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A., einer Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht (im folgenden «Verwaltungsgesellschaft» genannt) im eigenen Namen für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen (im folgenden «Anteilhaber» genannt) verwaltet.

2. Die Verwaltungsgesellschaft legt das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikomischung gesondert von ihrem eigenen Vermögen an. Über die sich hieraus ergebenden Rechte stellt die Verwaltungsgesellschaft Anteile aus, die auf den Inhaber lauten und in Globalzertifikaten verbrieft sind. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

3. Die Anteilhaber sind an dem Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

4. Mit dem Anteilerwerb erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsverglement sowie dessen genehmigte und veröffentlichte Änderungen an.

5. Die jeweils gültige Fassung sowie sämtliche Änderungen werden im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg (im folgenden «Mémorial» genannt) veröffentlicht.

Art. 2. Depotbank.

1. Die Verwaltungsgesellschaft hat die SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A., Luxemburg zur Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz, dem Verkaufsprospekt und dem Verwaltungsverglement. Die Depotbank handelt unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschliesslich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsverglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz.

2. Die Depotbank verwahrt alle Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten oder Depots über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken im Ausland oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung geben, sofern die Vermögenswerte an einer ausländischen Börse zugelassen, in einen ausländischen geregelten Markt einbezogen sind oder es sich um sonstige ausländische Vermögenswerte handelt, die nur im Ausland lieferbar sind.

3. Die Anlage des Fondsvermögens in Bankguthaben (Sicht- und Termineinlagen) bei anderen Kreditinstituten sowie die Verfügungen über diese Bankguthaben bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Sie darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwaltungsreglement vereinbar ist. Die Bankguthaben bei anderen Kreditinstituten müssen auf Sperrkonten unterhalten werden. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten unterhaltenen Bankguthaben zu überwachen.

4. Die Depotbank wird unter Beachtung der Voraussetzungen des Abs. 1 insbesondere Anteile gegen Zahlung des Ausgabepreises ausgeben sowie den Rücknahmepreis bei der Rücknahme von Anteilen und eventuelle Ausschüttungen an die Anteilhaber auszahlen. Sie wird ferner aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für vom Fonds erworbene Vermögenswerte zahlen, Vermögenswerte, die für Rechnung des Fonds verkauft wurden, gegen Zahlung des Kaufpreises übertragen und aus den gesperrten Konten die notwendigen Einschüsse bei Abschluss von Terminkontrakten leisten.

Die Depotbank wird dafür Sorge tragen, dass:

a) alle Vermögenswerte des Fonds unverzüglich auf seinen gesperrten Konten bzw. Depots eingehen, insbesondere der Kaufpreis, aus dem Verkauf von Investmentanteilen, Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten, anfallende Erträge, Entgelte für von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich des Ausgabeaufschlags und eventueller Steuern und Abgaben unverzüglich auf den gesperrten Konten des Fonds verbucht werden;

b) die Berechnung des Inventarwerts und des Wertes der Anteile gemäss den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements erfolgt;

c) bei allen Geschäften, die sich auf das Fondsvermögen beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen bei ihr eingeht;

d) die Erträge des Fondsvermögens gemäss dem Verwaltungsreglement verwendet werden;

e) Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis verkauft werden;

f) börsennotierte Wertpapiere bzw. Investmentanteile höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden; abweichend davon dürfen sie jedoch zum vereinbarten Basispreis erworben oder verkauft werden, sofern dies in Ausübung eines Wertpapieroptionsrechts geschieht, das einem Dritten eingeräumt wurde;

g) verbrieft Rechte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Art. 11 angemessen ist, und die Gegenleistung im Falle der Veräusserung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich unterschreitet;

h) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Terminkontrakten eingehalten werden.

5. Die Depotbank entnimmt für die Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzten Vergütungen. Sie entnimmt auch, jedoch nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, für sich selbst die ihr gemäss diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die Regelung in Art. 13 dieses Verwaltungsreglements über die Belastung des Fondsvermögens mit sonstigen Kosten und Gebühren bleibt unberührt.

6. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen:

a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft geltend zu machen;

b) gegen Vollstreckungsmassnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend unter a) getroffene Regelung schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft durch die Anteilhaber nicht aus.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilhaber nicht aus.

7. Die Depotbank und die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Die Kündigung wird wirksam, wenn eine Bank, welche die Bedingungen des Gesetzes über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen vom 30. März 1988 erfüllt, die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäss dem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zu diesem Zeitpunkt wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen gemäss Art. 17 des vorerwähnten Gesetzes als Depotbank in vollem Umfang nachkommen.

Art. 3. Fondsverwaltung.

1. Die Verwaltungsgesellschaft handelt unabhängig von der Depotbank und ausschliesslich im Interesse der Anteilhaber. Sie kann unter eigener Verantwortung und auf ihre Kosten Anlageberater hinzuziehen und/oder sich des Rates eines Anlageausschusses bedienen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, gemäss den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements mit den von Anteilhabern eingelegten Geldern Vermögenswerte zu erwerben, sie wieder zu veräussern und den Erlös anderweitig anzulegen. Sie ist ferner zu allen sonstigen Rechtshandlungen ermächtigt, die sich aus der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds ergeben.

Art. 4. Risikostreuung.

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds:

- a) Anteile eines anderen Investmentfonds oder einer anderen Investmentgesellschaft (im folgenden «Zielfonds genannt) erwerben, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert, zusammen mit dem Wert der bereits im Fonds befindlichen Anteile desselben Zielfonds, 20% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt;
- b) höchstens 10% der ausgegebenen Anteile eines Zielfonds erwerben, wobei diese Grenze unbeachtet bleibt, sofern sich das Gesamtemissionsvolumen nicht berechnen lässt.

2. Bei Investmentvermögen, die aus mehreren Teilfonds bestehen (auch «Umbrella-Fonds» genannt) beziehen sich die in Abs. 1 genannten Beschränkungen jeweils auf einen einzelnen Teilfonds, wobei jedoch eine überwiegende Konzentration der Anlagen auf verschiedene Teilfonds eines einzelnen Umbrella-Fonds unterbleibt.

3. Werden die in Abs. 1 genannten Grenzen nachträglich durch Kurs- bzw. Anteilwertentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber unverzüglich die Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

Art. 5. Flüssige Mittel.

Bis zu 49% des Netto-Fondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln gehalten werden. Dazu zählen auch regelmässig gehandelte Geldmarktinstrumente mit einer (Rest-)Laufzeit von bis 12 Monaten. Geldmarktpapiere, die für den Dachfonds erworben werden, dürfen zum Zeitpunkt ihres Erwerbs eine (Rest-)Laufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

Art. 6. Kaskadierungsverbot.

Es ist der Verwaltungsgesellschaft nicht gestattet, in Anteilen anderer Investmentfonds oder Investmentgesellschaften anzulegen, die ihrerseits mehr als 5% des Wertes ihres Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen dürfen, es sei denn, die von dem betreffenden Zielfonds gehaltenen Investmentanteile dürfen nach dessen Vertragsbedingungen oder Satzung anstelle von Bankguthaben gehalten werden.

Art. 7. Techniken und Instrumente.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Massgabe der Anlagebeschränkungen für den Fonds der Techniken und Instrumente bedienen, die Devisen zum Gegenstand haben, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungsrisiken geschieht.

2. Zu den Techniken und Instrumenten gehören unter anderem der Kauf und Verkauf von Call- und Put-Optionen, der Kauf und Verkauf von Terminkontrakten sowie sonstige zulässige Finanzinstrumente, die Devisen zum Gegenstand haben. Die Verwaltungsgesellschaft wird Instrumente, die nicht an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelt werden (OTC-Geschäfte), nur abschliessen, wenn

- der Vertragspartner eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist und
- der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelten Instrumenten nach Einschätzung der Verwaltungsgesellschaft für die Anteilhaber von Vorteil ist. Der Einsatz von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung von Vermögenswerten ermöglicht.

3. Kauf und Verkauf von Optionen sind mit besonderen Risiken verbunden. Durch die Hebelwirkung von Optionen kann der Wert des Fondsvermögens - sowohl positiv als auch negativ - stärker beeinflusst werden, als dies bei dem unmittelbaren Erwerb von Investmentanteilen oder sonstigen Vermögenswerten geschieht.

Art. 8. Kreditaufnahme.

Die Verwaltungsgesellschaft darf für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber kurzfristige Kredite bis zur Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens aufnehmen sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt.

Art. 9. Unzulässige Geschäfte.

Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds nicht:

1. Bei Erwerb nicht voll eingezahlter Wertpapiere bzw. Investmentanteile Verbindlichkeiten übernehmen, die, zusammen mit Krediten gemäss Art. 8, 10% des Netto-Fondsvermögens überschreiten;
2. Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;
3. Vermögenswerte erwerben, deren Veräusserung aufgrund vertraglicher Vereinbarungen irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;
4. in Immobilien anlegen und Waren oder Warenkontrakte kaufen oder verkaufen;
5. Edelmetalle oder auf Edelmetalle lautende Zertifikate erwerben;
6. Vermögenswerte des Fonds verpfänden oder belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten, sofern dies nicht im Rahmen eines nach diesem Verwaltungsreglement unzulässigen Geschäfts gefordert wird;
7. Leerverkäufe von Wertpapieren bzw. Investmentanteilen und/oder Geldmarktinstrumenten tätigen;
8. an einer Börse, einem geregelten Markt oder mit Finanzeinrichtungen erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind, gehandelte Call- und Put-Optionen auf Devisen kaufen und verkaufen, deren Prämien addiert 15% des Netto-Fondsvermögens überschreiten oder deren Kontraktwerte über das Netto-Fondsvermögen hinaus gehen;
9. Andere Wertpapiere oder in Wertpapieren verbriefte Finanzinstrumente erwerben, als Investmentanteile und Geldmarktpapiere mit (Rest-)Laufzeiten von bis zu 12 Monaten.

Art. 10. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen.

1. Alle Fondsanteile haben gleiche Rechte.
2. Die Anteile werden von der Verwaltungsgesellschaft unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank ausgegeben und unverzüglich in entsprechender Höhe auf einem vom Anteilerwerber anzugebenden Depot

gutgeschrieben. Die Anzahl der ausgegebenen Anteile ist grundsätzlich nicht beschränkt. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich jedoch vor, die Ausgabe von Anteilen vorübergehend oder vollständig einzustellen; etwa bereits geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich zurückerstattet.

3. Die Anteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder durch Vermittlung Dritter erworben werden.

4. Die Anteilinhaber können jederzeit die Rücknahme der Anteile über die Verwaltungsgesellschaft, die Depotbank oder die Zahlstellen verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist verpflichtet, an jedem Bewertungstag die Anteile zum jeweils geltenden Rücknahmepreis für Rechnung des Fonds zurückzunehmen. Bewertungstag ist jeder Tag, der in Frankfurt am Main, Düsseldorf und Luxemburg ein Bankarbeits- und Börsentag ist. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem Bewertungstag in der für den Fonds festgelegten Währung Euro (im folgenden «Basiswährung des Fonds» genannt).

5. Bei massiven Rücknahmeverlangen bleibt der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, nach vorheriger Zustimmung der Depotbank, die Anteile erst dann zum gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen aller Anteilinhaber, entsprechende Vermögenswerte veräussert hat.

6. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. Devisenrechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht zu vertretende Umstände der Überweisung des Rücknahmepreises entgegenstehen.

7. Sofern Sparpläne angeboten werden, werden die Zahlungen der Anteilnehmer vollständig - ohne Kostenvorwegbelastung - in Anteilen angelegt.

Art. 11. Ausgabe- und Rücknahmepreis.

1. Zur Errechnung des Ausgabe- und Rücknahmepreises für die Anteile ermittelt die Depotbank an jedem Bewertungstag den Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds (im folgenden «Inventarwert» genannt). Dabei werden:

- a) Investmentanteile zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;
- b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Depotbank zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Papiere verkauft werden können;
- c) flüssige Mittel zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- d) Festgelder zum Nominalwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- e) nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu dem letzten Devisenmittelkurs in die Basiswährung des Fonds umgerechnet;

f) alle anderen Vermögenswerte zu ihrem jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben sowie allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

2. Die Berechnung des Anteilwerts erfolgt durch Teilung des Wertes des Sondervermögens durch die Zahl der am Bewertungstag umlaufenden Anteile (im folgenden «Inventarwert pro Anteil» genannt).

3. Bei Festsetzung des Ausgabepreises kann dem Inventarwert pro Anteil zur Abgeltung der Ausgabekosten ein Ausgabeaufschlag in Höhe von bis zu 5% des Inventarwertes pro Anteil hinzugerechnet werden; sofern in einem Land, in dem Anteile ausgegeben werden, Stempelgebühren oder andere Belastungen anfallen, erhöht sich der Ausgabepreis entsprechend.

4. Rücknahmepreis ist der nach Abs. 1 ermittelte Inventarwert pro Anteil.

5. Anteilkauf- und Verkaufsaufträge, die bis 10.00 Uhr eingegangen sind, werden mit dem am nächstfolgenden Bewertungstag festgestellten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet.

Art. 12. Aussetzung.

1. Die Errechnung des Inventarwerts sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen kann von der Verwaltungsgesellschaft zeitweilig ausgesetzt werden, wenn und solange

- a) die Rücknahmepreise für Anteile von Zielfonds in denen ein erheblicher Teil des Fondsvermögens angelegt ist, nicht verfügbar sind;
- b) die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann;
- c) die Gegenwerte bei Käufen sowie Verkäufen nicht zu transferieren sind;
- d) es unmöglich ist, die Ermittlung des Inventarwerts ordnungsgemäss durchzuführen.

2. Die Aussetzung und Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung wird unverzüglich sämtlichen Anteilhabern mitgeteilt, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

Art. 13. Kosten.

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf dem Fonds keine Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge sowie keine Verwaltungsvergütung für Anteile von Zielfonds berechnen, die von ihr oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist.

2. Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt unter Beachtung von Abs. 1 bis zu 1,9% p.a., errechnet auf das Netto-Fondsvermögen des letzten Bewertungstags eines jeden Monats.

3. Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung in Höhe von bis zu 0,1% p.a., errechnet auf das Netto-Fondsvermögen des letzten Bewertungstags eines jeden Monats.

4. Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt monatlich zum Monatsende.

5. Die Depotbank erhält über die Vergütung gemäss Abs. 3 hinaus eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu 0,125% jeder Vermögenswertransaktion, soweit dafür nicht bankübliche Gebühren anfallen.

6. Neben diesen Vergütungen und Gebühren gehen unter Beachtung von Abs. 1 die folgenden Aufwendungen zulasten des Fonds:

- a) Im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräusserung von Vermögenswerten entstehende Kosten;
- b) Kosten für die Erstellung und den Versand der Prospekte, Verwaltungsreglements sowie der Rechenschafts- und Halbjahresberichte;
- c) Kosten der Veröffentlichung der Prospekte, Verwaltungsreglements, Rechenschafts- und Halbjahresberichte, der Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie der Bekanntmachungen an die Anteilinhaber;
- d) Prüfungs- und Rechtsberatungskosten für den Fonds;
- e) Kosten und eventuell anfallende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;
- f) Kosten, die im Zusammenhang mit Ausschüttungen des Fonds entstehen;
- g) Kosten etwaiger Börseneinführungen und/oder der Registrierung der Anteile zum öffentlichen Vertrieb;
- h) Kosten für die Bonitätsbeurteilung des Fonds insgesamt durch national und international anerkannte Ratingagenturen.
- i) Kosten der Gründung des Fonds.

Art. 14. Rechnungslegung.

1. Der Fonds und dessen Buchführung werden durch eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft geprüft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird.

2. Spätestens vier Monate nach dem Ende eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht für den Fonds.

3. Längstens zwei Monate nach Ablauf der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht für den Fonds.

4. Die Rechenschafts- und Halbjahresberichte sind bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen erhältlich.

5. Die Verwaltungsgesellschaft wird im jeweiligen Rechenschafts- und Halbjahresbericht des Dachfonds den Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge angeben, die im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Anteilen an Zielfonds angefallen sind, sowie die Vergütung angeben, die dem Dachfonds von einer anderen Verwaltungsgesellschaft oder einer Investmentgesellschaft einschliesslich ihrer Verwaltungsgesellschaft für die im Fondsvermögen des Dachfonds gehaltenen Anteile berechnet wurde.

Art. 15. Dauer und Auflösung des Fonds sowie Kündigung der Verwaltungsgesellschaft.

1. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verwaltung des Fonds mit einer Frist von mindestens drei Monaten kündigen. Die Kündigung wird im Mémorial sowie in dann zu bestimmenden Tageszeitungen der Länder veröffentlicht, in denen Anteile des Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Mit dem Wirksamwerden der Kündigung erlischt das Recht der Verwaltungsgesellschaft, den Fonds zu verwalten. In diesem Falle geht das Verfügungsrecht über den Fonds auf die Depotbank über, die ihn gemäss Abs. 3 abzuwickeln und den Liquidationserlös an die Anteilinhaber zu verteilen hat. Für die Zeit der Abwicklung kann die Depotbank die Verwaltungsvergütung entsprechend Art. 13 beanspruchen. Mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde kann sie jedoch von der Abwicklung und Verteilung absehen und die Verwaltung des Fonds nach Massgabe des Verwaltungsreglements einer anderen Luxemburger Verwaltungsgesellschaft übertragen.

3. Wird der Fonds aufgelöst, ist dies im Mémorial sowie zusätzlich in drei Tageszeitungen zu veröffentlichen. Die Verwaltungsgesellschaft wird zu diesem Zweck neben einer luxemburgischen Tageszeitung, Tageszeitungen der Länder auswählen, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen werden am Tage der Beschlussfassung über die Auflösung des Fonds eingestellt. Die Vermögenswerte werden veräussert und die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder ggfls. der von ihr oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nach Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden, sofern gesetzlich erforderlich, in Euros konvertiert und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Art. 16. Änderungen des Verwaltungsreglements.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, mit ihrer Veröffentlichung in Kraft.

Art. 17. Verjährung von Ansprüchen.

Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

Art. 18. Erfüllungsort, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Erfüllungsort ist der Sitz der Verwaltungsgesellschaft.

2. Rechtsstreitigkeiten zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegen der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Grossherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen die Anteile vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Anleger bezüglich Erwerb und Rückgabe von Anteilen Ansprüche gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank geltend machen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen von Ländern als verbindlich erklären, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Art. 19. Anlagepolitik.

1. Ziel der Anlagepolitik ist die Erwirtschaftung eines attraktiven Wertzuwachses in der Basiswährung Euro. Dazu wird das Fondsvermögen überwiegend, d.h. zu mindestens 51%, in Anteile an Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs-, Grundstücks- sowie gemischten Wertpapier- und Grundstücks-Sondervermögen angelegt. Anteile an Future-, Venture-Capital-, oder Spezialfonds dürfen für den Dachfonds nicht erworben werden.

Unter Beachtung der Voraussetzungen gemäss Abs. 1 wird die Verwaltungsgesellschaft das Fondsvermögen ausschliesslich in Anteilen investieren von

- a) Investment-Sondervermögen, die in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegt sind;
- b) offenen Investmentfonds und Investmentgesellschaften, die nach den Bestimmungen des Aus1InvestmG in der Bundesrepublik Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen und den Anteilhabern das Recht zur jederzeitigen Rückgabe ihrer Anteile eingeräumt haben;
- c) offenen Investmentfonds und Investmentgesellschaften, die den Anteilhabern das Recht zur jederzeitigen Rückgabe ihrer Anteile eingeräumt haben und in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investmentaufsicht unterliegen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft wählt zur Anlage des Fondsvermögens Anteile von Zielfonds aus, die in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der Schweiz, den USA, Kanada, Hong Kong oder Japan aufgelegt worden sind und die in ihrem Ursprungsland einer der Luxemburger Investmentaufsicht sowie dem Luxemburger Investmentgesetz vom 30. März 1988 vergleichbaren Streuungsvorschriften unterliegen.

3. Für den Fonds TOP TEN BALANCED werden schwerpunktmässig Anteile an gemischten Wertpapierfonds erworben sowie insbesondere Anteile an klassischen Aktien-, Renten-, Geldmarkt- und geldmarktnahen Fonds.

Art. 20. Ausschüttungen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgt.

2. Ausschüttungen erfolgen auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.

3. Für den Fonds wird ein Ertragsausgleichskonto geführt.

4. Ausschüttungsbeträge, die nach fünf Jahren ab dem Datum der Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf der Verjährungsfrist geltend gemacht werden, zulasten des Fondsvermögens an die Anteilhaber auszuzahlen.

Art. 21. Zusammenschluss.

Die Verwaltungsgesellschaft kann den Fonds mit einem anderen Sondervermögen luxemburgischen Rechts zusammenschließen, das unter den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen fällt.

Art. 22. Geschäftsjahr.

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung und endet am 31. Dezember 1999.

Art. 23. Inkrafttreten.

Dieses Verwaltungsreglement trat in seiner ursprünglichen Fassung am 2. August 1999 in Kraft.

Luxemburg, den 18. Juni 1999.

OPPENHEIM INVESTMENT
MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften

SAL. OPPENHEIM JR. & CIE
LUXEMBURG S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 1999, vol. 517, fol. 89, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(34365/000/341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 1999.

TOP TEN SPECIAL, Fonds Commun de Placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Anteilhaber hinsichtlich des Sondervermögens TOP TEN SPECIAL bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsreglement:

Art. 1. Grundlagen.

1. Der Fonds (im folgenden auch «Dachfonds» genannt) ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen. Er wurde als «Fonds Commun de Placement» nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg gegründet und wird von der OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A., einer Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht (im folgenden «Verwaltungsgesellschaft» genannt) im eigenen Namen für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen (im folgenden «Anteilhaber» genannt) verwaltet.

2. Die Verwaltungsgesellschaft legt das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikomischung gesondert von ihrem eigenen Vermögen an. Über die sich hieraus ergebenden Rechte stellt die Verwaltungsgesellschaft Anteile aus, die auf den Inhaber lauten und in Globalzertifikaten verbrieft sind. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

3. Die Anteilhaber sind an dem Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

4. Mit dem Anteilerwerb erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie dessen genehmigte und veröffentlichte Änderungen an.

5. Die jeweils gültige Fassung sowie sämtliche Änderungen werden im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg (im folgenden «Mémorial» genannt) veröffentlicht.

Art. 2. Depotbank.

1. Die Verwaltungsgesellschaft hat die SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A., Luxemburg zur Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz, dem Verkaufsprospekt und dem Verwaltungsreglement. Die Depotbank handelt unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschliesslich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz.

2. Die Depotbank verwahrt alle Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten oder Depots über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken im Ausland oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung geben, sofern die Vermögenswerte an einer ausländischen Börse zugelassen, in einen ausländischen geregelten Markt einbezogen sind oder es sich um sonstige ausländische Vermögenswerte handelt, die nur im Ausland lieferbar sind.

3. Die Anlage des Fondsvermögens in Bankguthaben (Sicht- und Termineinlagen) bei anderen Kreditinstituten sowie die Verfügungen über diese Bankguthaben bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Sie darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwaltungsreglement vereinbar ist. Die Bankguthaben bei anderen Kreditinstituten müssen auf Sperrkonten unterhalten werden. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten unterhaltenen Bankguthaben zu überwachen.

4. Die Depotbank wird unter Beachtung der Voraussetzungen des Abs. 1 insbesondere Anteile gegen Zahlung des Ausgabepreises ausgeben sowie den Rücknahmepreis bei der Rücknahme von Anteilen und eventuelle Ausschüttungen an die Anteilhaber auszahlen. Sie wird ferner aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für vom Fonds erworbene Vermögenswerte zahlen, Vermögenswerte, die für Rechnung des Fonds verkauft wurden, gegen Zahlung des Kaufpreises übertragen und aus den gesperrten Konten die notwendigen Einschüsse bei Abschluss von Terminkontrakten leisten.

Die Depotbank wird dafür Sorge tragen, dass:

a) alle Vermögenswerte des Fonds unverzüglich auf seinen gesperrten Konten bzw. Depots eingehen, insbesondere der Kaufpreis, aus dem Verkauf von Investmentanteilen, Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten, anfallende Erträge, Entgelte für von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich des Ausgabeaufschlags und eventueller Steuern und Abgaben unverzüglich auf den gesperrten Konten des Fonds verbucht werden;

b) die Berechnung des Inventarwerts und des Wertes der Anteile gemäss den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements erfolgt;

c) bei allen Geschäften, die sich auf das Fondsvermögen beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen bei ihr eingeht;

d) die Erträge des Fondsvermögens gemäss dem Verwaltungsreglement verwendet werden;

e) Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis verkauft werden;

f) börsennotierte Wertpapiere bzw. Investmentanteile höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden; abweichend davon dürfen sie jedoch zum vereinbarten Basispreis erworben oder verkauft werden, sofern dies in Ausübung eines Wertpapieroptionsrechts geschieht, das einem Dritten eingeräumt wurde;

g) verbrieft Rechte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Art. 11 angemessen ist, und die Gegenleistung im Falle der Veräusserung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich unterschreitet;

h) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Terminkontrakten eingehalten werden.

5. Die Depotbank entnimmt für die Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzten Vergütungen. Sie entnimmt auch, jedoch nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, für sich selbst die ihr gemäss diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die Regelung in Art. 13 dieses Verwaltungsreglements über die Belastung des Fondsvermögens mit sonstigen Kosten und Gebühren bleibt unberührt.

6. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen:

a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft geltend zu machen;

b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend unter a) getroffene Regelung schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft durch die Anteilhaber nicht aus.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilhaber nicht aus.

7. Die Depotbank und die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Die Kündigung wird wirksam, wenn eine Bank, welche die Bedingungen des Gesetzes über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen vom 30. März 1988 erfüllt, die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäss dem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zu diesem Zeitpunkt wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen gemäss Art. 17 des vorerwähnten Gesetzes als Depotbank in vollem Umfang nachkommen.

Art. 3. Fondsverwaltung.

1. Die Verwaltungsgesellschaft handelt unabhängig von der Depotbank und ausschliesslich im Interesse der Anteilhaber. Sie kann unter eigener Verantwortung und auf ihre Kosten Anlageberater hinzuziehen und/oder sich des Rates eines Anlageausschusses bedienen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, gemäss den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements mit den von Anteilhabern eingelegten Geldern Vermögenswerte zu erwerben, sie wieder zu veräussern und den Erlös anderweitig anzulegen. Sie ist ferner zu allen sonstigen Rechtshandlungen ermächtigt, die sich aus der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds ergeben.

Art. 4. Risikostreuung.

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds:

a) Anteile eines anderen Investmentfonds oder einer anderen Investmentgesellschaft (im folgenden «Zielfonds» genannt) erwerben, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert, zusammen mit dem Wert der bereits im Fonds befindlichen Anteile desselben Zielfonds, 20% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt;

b) höchstens 10% der ausgegebenen Anteile eines Zielfonds erwerben, wobei diese Grenze unbeachtet bleibt, sofern sich das Gesamtemissionsvolumen nicht berechnen lässt.

2. Bei Investmentvermögen, die aus mehreren Teilfonds bestehen (auch «Umbrella-Fonds» genannt) beziehen sich die in Abs. 1 genannten Beschränkungen jeweils auf einen einzelnen Teilfonds, wobei jedoch eine überwiegende Konzentration der Anlagen auf verschiedene Teilfonds eines einzelnen Umbrella-Fonds unterbleibt.

3. Werden die in Abs. 1 genannten Grenzen nachträglich durch Kurs- bzw. Anteilwertentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber unverzüglich die Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

Art. 5. Flüssige Mittel.

Bis zu 49% des Netto-Fondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln gehalten werden. Dazu zählen auch regelmässig gehandelte Geldmarktinstrumente mit einer (Rest-)Laufzeit von bis 12 Monaten. Geldmarktpapiere, die für den Dachfonds erworben werden, dürfen zum Zeitpunkt ihres Erwerbs eine (Rest-)Laufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

Art. 6. Kaskadierungsverbot.

Es ist der Verwaltungsgesellschaft nicht gestattet, in Anteilen anderer Investmentfonds oder Investmentgesellschaften anzulegen, die ihrerseits mehr als 5% des Wertes ihres Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen dürfen, es sei denn, die von dem betreffenden Zielfonds gehaltenen Investmentanteile dürfen nach dessen Vertragsbedingungen oder Satzung anstelle von Bankguthaben gehalten werden.

Art. 7. Techniken und Instrumente.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Massgabe der Anlagebeschränkungen für den Fonds der Techniken und Instrumente bedienen, die Devisen zum Gegenstand haben, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungsrisiken geschieht.

2. Zu den Techniken und Instrumenten gehören unter anderem der Kauf und Verkauf von Call- und Put-Optionen, der Kauf und Verkauf von Terminkontrakten sowie sonstige zulässige Finanzinstrumente, die Devisen zum Gegenstand haben. Die Verwaltungsgesellschaft wird Instrumente, die nicht an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelt werden (OTC-Geschäfte), nur abschliessen, wenn

- der Vertragspartner eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist und

- der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelten Instrumenten nach Einschätzung der Verwaltungsgesellschaft für die Anteilhaber von Vorteil ist. Der Einsatz von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung von Vermögenswerten ermöglicht.

3. Kauf und Verkauf von Optionen sind mit besonderen Risiken verbunden. Durch die Hebelwirkung von Optionen kann der Wert des Fondsvermögens - sowohl positiv als auch negativ - stärker beeinflusst werden, als dies bei dem unmittelbaren Erwerb von Investmentanteilen oder sonstigen Vermögenswerten geschieht.

Art. 8. Kreditaufnahme.

Die Verwaltungsgesellschaft darf für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber kurzfristige Kredite bis zur Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens aufnehmen sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt.

Art. 9. Unzulässige Geschäfte.

Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds nicht:

1. Bei Erwerb nicht voll eingezahlter Wertpapiere bzw. Investmentanteile Verbindlichkeiten übernehmen, die, zusammen mit Krediten gemäss Art. 8, 10% des Netto-Fondsvermögens überschreiten;

2. Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;

3. Vermögenswerte erwerben, deren Veräusserung aufgrund vertraglicher Vereinbarungen irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;

4. in Immobilien anlegen und Waren oder Warenkontrakte kaufen oder verkaufen;

5. Edelmetalle oder auf Edelmetalle lautende Zertifikate erwerben;

6. Vermögenswerte des Fonds verpfänden oder belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten, sofern dies nicht im Rahmen eines nach diesem Verwaltungsreglement unzulässigen Geschäfts gefordert wird;

7. Leerverkäufe von Wertpapieren bzw. Investmentanteilen und/oder Geldmarktinstrumenten tätigen;

8. an einer Börse, einem geregelten Markt oder mit Finanzeinrichtungen erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind, gehandelte Call- und Put-Optionen auf Devisen kaufen und verkaufen, deren Prämien addiert 15% des Netto-Fondsvermögens überschreiten oder deren Kontraktwerte über das Netto-Fondsvermögen hinaus gehen;

9. Andere Wertpapiere oder in Wertpapieren verbriefte Finanzinstrumente erwerben, als Investmentanteile und Geldmarktpapiere mit (Rest-)Laufzeiten von bis zu 12 Monaten.

Art. 10. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen.

1. Alle Fondsanteile haben gleiche Rechte.

2. Die Anteile werden von der Verwaltungsgesellschaft unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank ausgegeben und unverzüglich in entsprechender Höhe auf einem vom Anteilnehmer anzugebenden Depot gutgeschrieben. Die Anzahl der ausgegebenen Anteile ist grundsätzlich nicht beschränkt. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich jedoch vor, die Ausgabe von Anteilen vorübergehend oder vollständig einzustellen; etwa bereits geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich zurückerstattet.

3. Die Anteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder durch Vermittlung Dritter erworben werden.

4. Die Anteilhaber können jederzeit die Rücknahme der Anteile über die Verwaltungsgesellschaft, die Depotbank oder die Zahlstellen verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist verpflichtet, an jedem Bewertungstag die Anteile zum jeweils geltenden Rücknahmepreis für Rechnung des Fonds zurückzunehmen. Bewertungstag ist jeder Tag, der in Frankfurt am Main, Düsseldorf und Luxemburg ein Bankarbeits- und Börsentag ist. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem Bewertungstag in der für den Fonds festgelegten Währung Euro (im folgenden «Basiswährung des Fonds» genannt).

5. Bei massiven Rücknahmeverlangen bleibt der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, nach vorheriger Zustimmung der Depotbank, die Anteile erst dann zum gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen aller Anteilhaber, entsprechende Vermögenswerte veräußert hat.

6. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht zu vertretende Umstände der Überweisung des Rücknahmepreises entgegenstehen.

7. Sofern Sparpläne angeboten werden, werden die Zahlungen der Anteilnehmer vollständig - ohne Kostenvorwegbelastung - in Anteilen angelegt.

Art. 11. Ausgabe- und Rücknahmepreis.

1. Zur Errechnung des Ausgabe- und Rücknahmepreises für die Anteile ermittelt die Depotbank an jedem Bewertungstag den Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds (im folgenden «Inventarwert» genannt). Dabei werden:

- a) Investmentanteile zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;
- b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Depotbank zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Papiere verkauft werden können;
- c) flüssige Mittel zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- d) Festgelder zum Nominalwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- e) nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu dem letzten Devisenmittelkurs in die Basiswährung des Fonds umgerechnet;
- f) alle anderen Vermögenswerte zu ihrem jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben sowie allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln festlegt.

2. Die Berechnung des Anteilwerts erfolgt durch Teilung des Wertes des Sondervermögens durch die Zahl der am Bewertungstag umlaufenden Anteile (im folgenden «Inventarwert pro Anteil» genannt).

3. Bei Festsetzung des Ausgabepreises kann dem Inventarwert pro Anteil zur Abgeltung der Ausgabekosten ein Ausgabeaufschlag in Höhe von bis zu 5% des Inventarwertes pro Anteil hinzugerechnet werden; sofern in einem Land, in dem Anteile ausgegeben werden, Stempelgebühren oder andere Belastungen anfallen, erhöht sich der Ausgabepreis entsprechend.

4. Rücknahmepreis ist der nach Abs. 1 ermittelte Inventarwert pro Anteil.

5. Anteilkauf- und Verkaufsaufträge, die bis 10.00 Uhr eingegangen sind, werden mit dem am nächstfolgenden Bewertungstag festgestellten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet.

Art. 12. Aussetzung.

1. Die Errechnung des Inventarwerts sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen kann von der Verwaltungsgesellschaft zeitweilig ausgesetzt werden, wenn und solange

- a) die Rücknahmepreise für Anteile von Zielfonds in denen ein erheblicher Teil des Fondsvermögens angelegt ist, nicht verfügbar sind;
- b) die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann;
- c) die Gegenwerte bei Käufen sowie Verkäufen nicht zu transferieren sind;
- d) es unmöglich ist, die Ermittlung des Inventarwerts ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Die Aussetzung und Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung wird unverzüglich sämtlichen Anteilhabern mitgeteilt, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

Art. 13. Kosten.

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf dem Fonds keine Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge sowie keine Verwaltungsvergütung für Anteile von Zielfonds berechnen, die von ihr oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist.

2. Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt unter Beachtung von Abs. 1 bis zu 1,9% p.a., errechnet auf das Netto-Fondsvermögen des letzten Bewertungstags eines jeden Monats.

3. Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung in Höhe von bis zu 0,1% p.a., errechnet auf das Netto-Fondsvermögen des letzten Bewertungstags eines jeden Monats.

4. Die Auszahlung der Vergütungen erfolgt monatlich zum Monatsende.

5. Die Depotbank erhält über die Vergütung gemäss Abs. 3 hinaus eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu 0,125% jeder Vermögenswertransaktion, soweit dafür nicht bankübliche Gebühren anfallen.

6. Neben diesen Vergütungen und Gebühren gehen unter Beachtung von Abs. 1 die folgenden Aufwendungen zulasten des Fonds:

- a) Im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräusserung von Vermögenswerten entstehende Kosten;
- b) Kosten für die Erstellung und den Versand der Prospekte, Verwaltungsreglements sowie der Rechenschafts- und Halbjahresberichte;
- c) Kosten der Veröffentlichung der Prospekte, Verwaltungsreglements, Rechenschafts- und Halbjahresberichte, der Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie der Bekanntmachungen an die Anteilhaber;
- d) Prüfungs- und Rechtsberatungskosten für den Fonds;
- e) Kosten und eventuell anfallende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;
- f) Kosten, die im Zusammenhang mit Ausschüttungen des Fonds entstehen;
- g) Kosten etwaiger Börseneinführungen und/oder der Registrierung der Anteile zum öffentlichen Vertrieb;
- h) Kosten für die Bonitätsbeurteilung des Fonds insgesamt durch national und international anerkannte Ratingagenturen.
- i) Kosten der Gründung des Fonds.

Art. 14. Rechnungslegung.

1. Der Fonds und dessen Buchführung werden durch eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft geprüft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird.

2. Spätestens vier Monate nach dem Ende eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht für den Fonds.

3. Längstens zwei Monate nach Ablauf der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht für den Fonds.

4. Die Rechenschafts- und Halbjahresberichte sind bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen erhältlich.

5. Die Verwaltungsgesellschaft wird im jeweiligen Rechenschafts- und Halbjahresbericht des Dachfonds den Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge angeben, die im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Anteilen an Zielfonds angefallen sind, sowie die Vergütung angeben, die dem Dachfonds von einer anderen Verwaltungsgesellschaft oder einer Investmentgesellschaft einschliesslich ihrer Verwaltungsgesellschaft für die im Fondsvermögen des Dachfonds gehaltenen Anteile berechnet wurde.

Art. 15. Dauer und Auflösung des Fonds sowie Kündigung der Verwaltungsgesellschaft.

1. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verwaltung des Fonds mit einer Frist von mindestens drei Monaten kündigen. Die Kündigung wird im Mémorial sowie in dann zu bestimmenden Tageszeitungen der Länder veröffentlicht, in denen Anteile des Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Mit dem Wirksamwerden der Kündigung erlischt das Recht der Verwaltungsgesellschaft, den Fonds zu verwalten. In diesem Falle geht das Verfügungsrecht über den Fonds auf die Depotbank über, die ihn gemäss Abs. 3 abzuwickeln und den Liquidationserlös an die Anteilhaber zu verteilen hat. Für die Zeit der Abwicklung kann die Depotbank die Verwaltungsvergütung entsprechend Art. 13 beanspruchen. Mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde kann sie jedoch von der Abwicklung und Verteilung absehen und die Verwaltung des Fonds nach Massgabe des Verwaltungsreglements einer anderen Luxemburger Verwaltungsgesellschaft übertragen.

3. Wird der Fonds aufgelöst, ist dies im Mémorial sowie zusätzlich in drei Tageszeitungen zu veröffentlichen. Die Verwaltungsgesellschaft wird zu diesem Zweck neben einer luxemburgischen Tageszeitung, Tageszeitungen der Länder auswählen, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Ausgabe und Rücknahme von Anteilen werden am Tage der Beschlussfassung über die Auflösung des Fonds eingestellt. Die Vermögenswerte werden veräußert und die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder ggfls. der von ihr oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nach Abschluß des Liquidationsverfahrens nicht von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden, sofern gesetzlich erforderlich, in Euros konvertiert und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Art. 16. Änderungen des Verwaltungsreglements.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, mit ihrer Veröffentlichung in Kraft.

Art. 17. Verjährung von Ansprüchen.

Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

Art. 18. Erfüllungsort, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Erfüllungsort ist der Sitz der Verwaltungsgesellschaft.
2. Rechtsstreitigkeiten zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegen der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Grossherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen die Anteile vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Anleger bezüglich Erwerb und Rückgabe von Anteilen Ansprüche gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank geltend machen.
3. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen von Ländern als verbindlich erklären, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Art. 19. Anlagepolitik.

1. Ziel der Anlagepolitik ist die Erwirtschaftung eines attraktiven Wertzuwachses in der Basiswährung Euro. Dazu wird das Fondsvermögen überwiegend, d.h. zu mindestens 51%, in Anteile an Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs-, Grundstücks- sowie gemischten Wertpapier- und Grundstücks-Sondervermögen angelegt. Anteile an Future-, Venture-Capital-, oder Spezialfonds dürfen für den Dachfonds nicht erworben werden.

Unter Beachtung der Voraussetzungen gemäss Abs. 1 wird die Verwaltungsgesellschaft das Fondsvermögen ausschliesslich in Anteilen investieren von

- a) Investment-Sondervermögen, die in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegt sind;
- b) offenen Investmentfonds und Investmentgesellschaften, die nach den Bestimmungen des AuslInvestmG in der Bundesrepublik Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen und den Anteilhabern das Recht zur jederzeitigen Rückgabe ihrer Anteile eingeräumt haben;
- c) offenen Investmentfonds und Investmentgesellschaften, die den Anteilhabern das Recht zur jederzeitigen Rückgabe ihrer Anteile eingeräumt haben und in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investimentaufsicht unterliegen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft wählt zur Anlage des Fondsvermögens Anteile von Zielfonds aus, die in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der Schweiz, den USA, Kanada, Hong Kong oder Japan aufgelegt worden sind und die in ihrem Ursprungsland einer der Luxemburger Investimentaufsicht sowie dem Luxemburger Investmentgesetz vom 30. März 1988 vergleichbaren Streuungsvorschriften unterliegen.

3. Für den Fonds TOP TEN SPECIAL werden überwiegend Anteile an Aktienfonds erworben. Je nach Einschätzung der Märkte kann das Fondsvermögen auch vollständig in diese Fondskategorie investiert sein. Daneben können jedoch insbesondere auch Anteile an gemischten Wertpapierfonds, Rentenfonds und geldmarktnahen Fonds gehalten werden.

Art. 20. Ausschüttungen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgt.

2. Ausschüttungen erfolgen auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.

3. Für den Fonds wird ein Ertragsausgleichskonto geführt.

4. Ausschüttungsbeträge, die nach fünf Jahren ab dem Datum der Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf der Verjährungsfrist geltend gemacht werden, zulasten des Fondsvermögens an die Anteilhaber auszuzahlen.

Art. 21. Zusammenschluss.

Die Verwaltungsgesellschaft kann den Fonds mit einem anderen Sondervermögen luxemburgischen Rechts zusammenschliessen, das unter den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen fällt.

Art. 22. Geschäftsjahr.

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung und endet am 31. Dezember 1999.

Art. 23. Inkrafttreten.

Dieses Verwaltungsreglement trat in seiner ursprünglichen Fassung am 2. August 1999 in Kraft.

Luxemburg, den 18. Juni 1999.

OPPENHEIM INVESTMENT
MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A.

SAL. OPPENHEIM JR. & CIE
LUXEMBURG S.A.

Unterschriften

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 1999, vol. 517, fol. 89 case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(34366/000/342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 1999.

PATRIFAM, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 31.932.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 517, fol. 72, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 1999.

Signature.

(30555/531/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

**DB FIRMENINVEST 1,
DB FIRMENINVEST 2,
Fonds Communs de Placement.**

Mit Wirkung vom 1.9.1999 wird der Artikel 20 Absatz 1 des Verwaltungsreglements der beiden o.g. Fonds wie folgt abgeändert:

DB FIRMENINVEST 1

Art. 20. Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft erhält aus dem Fondsvermögen ein Entgelt von 0,6 % p.a. auf das Netto-Fondsvermögen auf Basis des täglich ermittelten Anteilwertes. Darüber hinaus erhält die Verwaltungsgesellschaft eine erfolgsabhängige Gebühr, die einem Viertel des Betrages entspricht, um den der jeweilige Wertzuwachs den Ertrag aus einer als Vergleichsmassstab herangezogenen Anlage, zusammengesetzt aus 25% des Aktienmarktindex Dow Jones STOXX und 75 % des Rentenmarktindex EMU Direct Government Bond Index Merrill Lynch übertrifft. Falls einer der Referenzindizes entfallen sollte, wird die Verwaltungsgesellschaft einen vergleichbaren anderen Index festlegen. Die erfolgsbezogene Gebühr wird in der Regel wöchentlich berechnet und jährlich abgerechnet.

DB FIRMENINVEST 2

Art. 20. Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft erhält aus dem Fondsvermögen ein Entgelt von 0,6 % p.a. auf das Netto-Fondsvermögen auf Basis des täglich ermittelten Anteilwertes. Darüber hinaus erhält die Verwaltungsgesellschaft eine erfolgsabhängige Gebühr, die einem Viertel des Betrages entspricht, um den der jeweilige Wertzuwachs den Ertrag aus einer als Vergleichsmassstab herangezogenen Anlage, zusammengesetzt aus 40 % des Aktienmarktindex Dow Jones STOXX und 60 % des Rentenmarktindex EMU Direct Government Bond Index Merrill Lynch, übertrifft. Falls einer der Referenzindizes entfallen sollte, wird die Verwaltungsgesellschaft einen vergleichbaren anderen Index festlegen. Die erfolgsbezogene Gebühr wird in der Regel wöchentlich berechnet und jährlich abgerechnet.

Luxemburg, den 28. Juli 1999. DB INVESTMENT MANAGEMENT S.A. DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.

Verwaltungsgesellschaft

Depotbank

Unterschriften

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 1999, vol. 527, fol. 55, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(37831/643/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 août 1999.

AMERICAN EXPRESS INVESTMENT TRUST.

AMENDMENT TO THE MANAGEMENT REGULATIONS

Upon decision of AMERICAN EXPRESS MANAGEMENT COMPANY S.A., acting as Management Company to AMERICAN EXPRESS INVESTMENT TRUST (the «Trust») with the approval of BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., the Management Regulations of the Trust shall be amended as follows:

I. In Appendices I to III, references to «sub-fund», when referring to the sub-funds of AMERICAN EXPRESS INVESTMENT TRUST, are replaced by references to «Fund».

II. Appendices IV to VI are added to the Management Regulations and shall read as follows:

«APPENDIX IV
TO THE MANAGEMENT REGULATIONS OF
AMERICAN EXPRESS INVESTMENT TRUST
Relating to the sub-fund
AMERICAN EXPRESS JAPAN EQUITY FUND

1. Name

AMERICAN EXPRESS INVESTMENT TRUST – AMERICAN EXPRESS JAPAN EQUITY FUND (the «Fund»).

2. Reference Currency

Japanese Yen.

3. Investment Policy

The investment objective of the Fund is to seek to achieve capital appreciation by investing in Class D shares of the JAPANESE EQUITIES, a sub-fund of AMERICAN EXPRESS FUNDS, an undertaking for collective investment organised under Luxembourg law and qualifying as a UCITS under EC directive 85/611/EEC and under Part I of the Luxembourg law of 30th March, 1988.

JAPANESE EQUITIES (the «Portfolio») has, in principle, the following investment policy:

«The JAPANESE EQUITIES PORTFOLIO will be invested in a diversified portfolio of equity securities (including securities convertible into equity securities and/or warrants) of corporate issuers publicly traded on Japanese regulated markets. These securities will generally be of companies with large market capitalizations with characteristics similar to those of companies represented in the Nikkei.»

The Fund may, on an ancillary basis, hold liquid assets. Such assets may be kept in current accounts or in short term money market instruments regularly negotiated, having a remaining maturity of less than 12 months, and issued or guaranteed by first class issuers.

Investment restrictions:

The Management Company may not, on behalf of the Fund, carry out uncovered sales of securities.

4. Distribution policy

It is intended that dividends will not be paid. However, the Management Company may at its discretion declare the amount of any final dividend following the end of each annual accounting period and interim dividends from time to time.

Dividends may be paid out of investment income, capital gains and capital.

5. Management fee

The Management Company is entitled to a fee payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 1.0 % calculated on the basis of the total average net assets attributable to the Fund during the relevant quarter. The Management Company shall, out of such fee, pay all fees, costs and expenses of any kind incurred on behalf of the Fund, including Custodian fees and Distributor's fees.

6. Custodian fee

The Custodian is entitled to a custodian fee in accordance with common practice in Luxembourg, payable quarterly, out of the management fee.

7. Distributor's Fee

The Distributor in Japan appointed by the Management Company in connection with the Fund or their agents are entitled to a fee payable quarterly, out of the management fee.

8. Duration

The Fund has been established for an undetermined duration.

9. Dealing Day

A «Dealing Day» for the Fund shall mean a day when banks in Luxembourg and Japan are open for business.

10. Initial Offering Period

6th September, 1999.

11. Issue Price during the Initial Offering Period

1 Japanese Yen.

The initial subscription amounts will have to be received by the Custodian on 7th September, 1999.

The sales charge to be retained by the distributors shall not amount to more than 2 % of the purchase Price.

12. Payment of Purchase Price

Payment will be made within four Luxembourg bank business days following the Dealing Day on which the application for purchase of shares is received or deemed to be received.

13. Payment of Repurchase Price

Payment of the repurchase price shall be made within four Luxembourg bank business days following the Dealing Day on which the application is received or deemed to be received and the Share certificates (if issued) are received.

14. Repurchase charge

None.

15. Sales charge

Up to 2 % of the purchase Price.

16. Conversion charge

1 % (when converted from other sub-funds).

APPENDIX V
TO THE MANAGEMENT REGULATIONS OF
AMERICAN EXPRESS INVESTMENT TRUST
Relating to the sub-fund
AMERICAN EXPRESS EURO EQUITY FUND

1. Name

AMERICAN EXPRESS INVESTMENT TRUST – AMERICAN EXPRESS EURO EQUITY FUND (the «Fund»).

2. Reference Currency

Euro.

3. Investment Policy

The investment objective of the Fund is to seek to achieve capital appreciation by investing in Class D shares of the EUROPEAN EQUITIES, a sub-fund of AMERICAN EXPRESS FUNDS, an undertaking for collective investment organised under Luxembourg law and qualifying as a UCITS under EC directive 85/611/EEC and under Part I of the Luxembourg law of 30th March, 1988.

EUROPEAN EQUITIES (the «Portfolio») has, in principle, the following investment policy:

«The EUROPEAN EQUITIES PORTFOLIO will be invested in an internationally diversified Portfolio of equity securities (including securities convertible into equity securities and/or warrants) of corporate issuers located in various countries throughout Europe. Investments will generally be made in major European markets, except that the Portfolio may invest up to 25 % of its net assets at the time of purchase in securities of companies in emerging European markets. Investment decisions will be made from a Euro perspective.»

The Fund may, on an ancillary basis, hold liquid assets. Such assets may be kept in current accounts or in short term money market instruments regularly negotiated, having a remaining maturity of less than 12 months, and issued or guaranteed by first class issuers.

Investment restrictions:

The Management Company may not, on behalf of the Fund, carry out uncovered sales of securities.

4. Distribution policy

It is intended that dividends will not be paid. However, the Management Company may at its discretion declare the amount of any final dividend following the end of each annual accounting period and interim dividends from time to time.

Dividends may be paid out of investment income, capital gains and capital.

5. Management fee

The Management Company is entitled to a fee payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 1.0 % calculated on the basis of the total average net assets attributable to the Fund during the relevant quarter. The Management Company shall, out of such fee, pay all fees, costs and expenses of any kind incurred on behalf of the Fund, including Custodian fees and Distributor's fees.

6. Custodian fee

The Custodian is entitled to a custodian fee in accordance with common practice in Luxembourg, payable quarterly, out of the management fee.

7. Distributor's Fee

The Distributor in Japan appointed by the Management Company in connection with the Fund or their agents are entitled to a fee payable quarterly, out of the management fee.

8. Duration

The Fund has been established for an undetermined duration.

9. Dealing Day

A «Dealing Day» for the Fund shall mean a day when banks in Luxembourg and Japan are open for business.

10. Initial Offering Period

6th September, 1999.

11. Issue Price during the Initial Offering Period

1 Euro cent.

The initial subscription amounts will have to be received by the Custodian on 7th September, 1999.

The sales charge to be retained by the distributors shall not amount to more than 2 % of the purchase Price.

12. Payment of Purchase Price

Payment will be made within four Luxembourg bank business days following the Dealing Day on which the application for purchase of shares is received or deemed to be received.

13. Payment of Repurchase Price

Payment of the repurchase price shall be made within four Luxembourg bank business days following the Dealing Day on which the application is received or deemed to be received and the Share certificates (if issued) are received.

14. Repurchase charge

None.

15. Sales charge

Up to 2 % of the purchase Price.

16. Conversion charge

1 % (when converted from other sub-funds).

APPENDIX VI
TO THE MANAGEMENT REGULATIONS OF
AMERICAN EXPRESS INVESTMENT TRUST
Relating to the sub-fund
AMERICAN EXPRESS GLOBAL BALANCED FUND

1. Name

AMERICAN EXPRESS INVESTMENT TRUST – AMERICAN EXPRESS GLOBAL BALANCED FUND (the «Fund»).

2. Reference Currency

US Dollar.

3. Investment Policy

The investment objective of the Fund is to seek to achieve capital appreciation by investing in Class D shares of the GLOBAL BALANCED, a sub-fund of AMERICAN EXPRESS FUNDS, an undertaking for collective investment organised under Luxembourg law and qualifying as a UCITS under BC directive 85/611/EEC and under Part I of the Luxembourg law of 30th March, 1988.

GLOBAL BALANCED (the «Portfolio») has, in principle, the following investment policy:

«The GLOBAL BALANCED PORTFOLIO will provide a globally balanced investment portfolio consisting of equity and debt securities.

The GLOBAL BALANCED PORTFOLIO will operate as a separate Portfolio and will follow the objective of the WORLD EQUITIES PORTFOLIO for its equity portion and the GLOBAL BONDS – US\$ PORTFOLIO for its bond portion.»

WORLD EQUITIES (the «Portfolio») has, in principle, the following investment policy:

«The WORLD EQUITIES PORTFOLIO will be invested in a globally diversified portfolio of equity securities (including securities convertible into equity securities and/or warrants) of corporate issuers located in various countries.

Investments will generally be made in major world markets, except that the Portfolio may invest up to 15 % of its net assets at the time of purchase in securities of companies in emerging markets.»

GLOBAL BONDS – US\$ (the «Portfolio») has, in principle, the following investment policy:

«THE GLOBAL BONDS – US\$ PORTFOLIO will be invested in a broadly diversified range of transferable debt securities such as bonds, debentures and notes of government and private issuers, or warrants on the same.

At least 85 % of the net assets of the Portfolio, at the time of purchase, shall be invested in securities rated at least «A-» by S&P or «A3» by Moody's (or A1/P1 if short term), or, if not rated, issued by an entity having an outstanding debt issue so rated or deemed by the Investment Advisor (to the Portfolio) to be equivalent to securities with such ratings. Up to 15% of the net assets of the Portfolio, at the time of purchase, may be invested in low grade bonds with a minimum of a «B» rating.»

The Fund may, on an ancillary basis, hold liquid assets. Such assets may be kept in current accounts or in short term money market instruments regularly negotiated, having a remaining maturity of less than 12 months, and issued or guaranteed by first class issuers. Investment restrictions:

The Management Company may not, on behalf of the Fund, carry out uncovered sales of securities.

4. Distribution policy

It is intended that dividends will not be paid. However, the Management Company may at its discretion declare the amount of any final dividend following the end of each annual accounting period and interim dividends from time to time.

Dividends may be paid out of investment income, capital gains and capital.

5. Management fee

The Management Company is entitled to a fee payable quarterly, out of the assets of the Fund, at an annual rate of 1.0% calculated on the basis of the total average net assets attributable to the Fund during the relevant quarter. The Management Company shall, out of such fee, pay all fees, costs and expenses of any kind incurred on behalf of the Fund, including Custodian fees and Distributor's fees.

6. Custodian fee

The Custodian is entitled to a custodian fee in accordance with common practice in Luxembourg, payable quarterly, out of the management fee.

7. Distributor's Fee

The Distributor in Japan appointed by the Management Company in connection with the Fund or their agents are entitled to a fee payable quarterly, out of the management fee.

8. Duration

The Fund has been established for an undetermined duration.

9. Dealing Day

A «Dealing Day» for the Fund shall mean a day when banks in Luxembourg and Japan are open for business.

10. Initial Offering Period

6th September, 1999.

11. Issue Price during the Initial Offering Period

1 US cent.

The initial subscription amounts will have to be received by the Custodian on 7th September, 1999.

The sales charge to be retained by the distributors shall not amount to more than 2 % of the purchase Price.

12. Payment of Purchase Price

Payment will be made within four Luxembourg bank business days following the Dealing Day on which the application for purchase of shares is received or deemed to be received.

13. Payment of Repurchase Price

Payment of the repurchase price shall be made within four Luxembourg bank business days following the Dealing Day on which the application is received or deemed to be received and the Share certificates (if issued) are received.

14. Repurchase charge

None.

15. Sales charge

Up to 2 % of the purchase Price.

16. Conversion charge

1 % (when converted from other sub-funds).»

These Appendices will become effective on 6th September, 1999.

Luxembourg, 13th August, 1999.

AMERICAN EXPRESS
MANAGEMENT COMPANY S.A.

as Management Company

J. Elvinger

Director

BANQUE INTERNATIONALE
A LUXEMBOURG S.A.

as Custodian

A.-M. Goffinet

Fondé de pouvoir

M. Bock

Agent principal

Enregistré à Luxembourg, le 18 août 1999, vol. 527, fol. 81, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

A.L.S.A. - EuropaPlus 8/2005, Fonds Commun de Placement.

—

Das Verwaltungsreglement - Allgemeiner Teil wurde im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C vom 01.04.1998 unter Hinweis des Fonds Euro WährungsGarant 3/2003 veröffentlicht.

Verwaltungsreglement - Besonderer Teil -

Art. 19. Fondsbezeichnung und Depotbank.

Der Name des Fonds lautet A.L.S.A.-EuropaPlus 8/2005. Depotbank ist die COMMERZBANK INTERNATIONAL S.A. (société anonyme), Luxemburg.

Art. 20. Anlagepolitik.

Ziel der Anlagepolitik ist es, den Anteilhaber an der positiven Kursentwicklung des europäischen Aktienindex Dow Jones Euro Stoxx 50 zu beteiligen.

Zu diesem Zweck erwirbt der Fonds insbesondere Wertpapiere wie beispielsweise Partizipationsscheine (Index-Zertifikate, die an Börsen oder an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der OECD gehandelt werden, wobei diese Wertpapiere gemäß der EG-Richtlinie (85/611/EWG) vom 20. Dezember 1985 sein müssen) und/oder Aktien, festverzinsliche Wertpapiere, Anleihen mit variablem Zins, Zero-Bonds und sonstige zulässige Vermögenswerte. Durch den Erwerb der Wertpapiere und Anlageinstrumente sollen insbesondere die ersten 20 % der eventuellen Kursrückgänge der erworbenen Aktien beziehungsweise Indexpartizipationsscheine zum Laufzeitende des Fonds abgesichert werden.

Zur Beteiligung der Anleger an der positiven Kursentwicklung des europäischen Aktienindex Dow Jones Euro Stoxx 50 und zur Absicherung der ersten 20 % der Kursrückgänge des Fondsvermögens kann der Fonds außerdem Optionen erwerben und verkaufen, gemäß Artikel 4 B) 1 a). In Abweichung von Artikel 4 B) 1 a) des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» dürfen diese Optionen sowohl notiert als auch nichtnotiert sein. Voraussetzung für den Erwerb nichtnotierter Optionen ist, daß es sich bei den Vertragspartnern um Finanzinstitutionen erster Ordnung handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind. Dabei darf die Summe der Prämien in Abweichung von Artikel 4 B) 1 b) des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» 35% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen. Darüber hinaus kann der Fonds andere geeignete Instrumente und Techniken nutzen, und zwar insbesondere notierte und nichtnotierte Short Forwards, also den Verkauf von Indexterminkontrakten, mit denen die im Fonds enthaltenen Wertpapiere ganz oder teilweise abgesichert werden können. Voraussetzung für den Verkauf nichtnotierter Forwards ist, daß es sich bei den Vertragspartnern um Finanzinstitutionen erster Ordnung handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind. Anlagen dürfen in jedweder Währung erfolgen, wobei Anlagen, die nicht auf Fondswährung lauten, gegenüber dieser größtenteils währungskursgesichert werden.

Gemäß Artikel 4 C) 5 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100 % des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Mitgliedstaat der OECD außerhalb der EU oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden. Diese Wertpapiere müssen im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sein, wobei Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

Art. 21. Fondswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis, Bewertungstag.

1. Die Fondswährung ist die Währung der Bundesrepublik Deutschland.
2. Ausgabepreis ist der Inventarwert je Anteil gemäß Artikel 5 in Verbindung mit Artikel 6 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil», zuzüglich eines Ausgabeaufschlags von bis zu 5,0 %. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in Vertriebsländern anfallen.
3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert je Anteil gemäß Artikel 5 in Verbindung mit Artikel 9 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil», abzüglich einer Rücknahmeprovision, welche 1,5 % des Inventarwertes je Anteil nicht übersteigen darf und zugunsten des Fonds erhoben wird.
4. Der Inventarwert je Anteil wird gemäß Artikel 5 Verwaltungsreglement «Allgemeiner Teil» in Verbindung mit den Artikeln 6 bzw. 9 ermittelt. Dabei werden nichtnotierte Optionen auf Aktienindizes zu den Geldkursen bewertet, die von hierauf spezialisierten Finanzinstitutionen erster Ordnung gestellt werden.
5. Kauf- und Verkaufsaufträge für Anteile, die bis 11.00 Uhr eines Bewertungstages gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» in Verbindung mit Artikel 21 Absatz 6 des Verwaltungsreglements «Besonderer Teil» eingegangen sind, werden zu den Ausgabe- und Rücknahmepreisen dieses Bewertungstages abgerechnet.
6. In Abweichung von Artikel 5 Verwaltungsreglement «Allgemeiner Teil» gilt als Bewertungstag jeder Tag, der sowohl in Luxemburg, Amsterdam, London, Paris als auch in Frankfurt/Main Börsentag ist.

Art. 22. Kosten der Verwaltung und der Depotbank.

1. Aus dem Fondsvermögen erhält die Verwaltungsgesellschaft eine Vergütung von bis zu 1,2% p.a., zuzüglich eventuell anfallender gesetzlicher Mehrwertsteuer, die auf den täglich ermittelten Inventarwert zu berechnen und am Ende eines jeden Monats zahlbar ist.
2. Die Depotbank erhält für die Erfüllung ihrer Aufgaben ein Entgelt von bis zu 0,10 % p.a., zuzüglich eventuell anfallender gesetzlicher Mehrwertsteuer, das auf den täglich ermittelten Inventarwert zu berechnen und am Ende eines jeden Monats zahlbar ist, und eine Bearbeitungsgebühr von bis zu 0,125 % des Betrages jeder Wertpapiertransaktion für Rechnung des Fonds, soweit ihr dafür nicht bankübliche Gebühren zustehen.
3. Darüber hinaus gehen die im Zusammenhang mit der Verwaltung des Fonds anfallenden Aufwendungen und Kosten nach Maßgabe von Artikel 11 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» zu Lasten des Fonds.

Art. 23. Thésaurisation des Erträge.

Die während des Rechnungsjahres angefallenen ordentlichen Nettoerträge des Fonds werden ebenso wie realisierte Kapitalgewinne, Erlöse aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten und sonstige Erträge nicht ausgeschüttet, sondern im Fonds wieder angelegt.

Art. 24. Anteilzertifikate.

Die Anteile des Fonds (Artikel 8 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil») werden in Globalurkunden verbrieft, die auf den Inhaber lauten und über jede von der Verwaltungsgesellschaft bestimmte Anzahl von Anteilen ausgestellt werden. Entgegen den Bestimmungen (Ausführungen) in Artikel 1, 6, 8 und 9 des Verwaltungsreglements besteht ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke nicht.

Art. 25. Rechnungsjahr.

Das erste Rechnungsjahr läuft von der Gründung des Fonds bis zum 26. August 2000. Die folgenden Rechnungsjahre des Fonds beginnen jeweils am 27. August und enden am 26. August.

Art. 26. Dauer des Fonds, Liquidation und Verteilung des Fondsvermögens.

Abweichend von Artikel 16 Absatz 1 des Verwaltungsreglements «Allgemeiner Teil» ist die Dauer des Fonds auf den 26. August 2005 befristet. Das Recht der Verwaltungsgesellschaft, die Verwaltung des Fonds zu kündigen oder den Fonds aufzulösen, ist während der Dauer des Fonds ausgeschlossen.

Die Ausgabe von Anteilen erfolgt längstens bis zum 31. Mai 2005.

Die Verwaltungsgesellschaft wird mit der Veräußerung des Fondsvermögens am 19. August 2005 beginnen und bis zum Ende der Laufzeit am 26. August 2005 alle Vermögensgegenstände veräußern, die Forderungen einziehen und die Verbindlichkeiten tilgen.

Die Rückgabe von Fondsanteilen ist mit Ausnahme der Tage vom 19. August 2005 bis einschließlich 25. August 2005 (an diesen Tagen wird die Rückgabe im Anlegerinteresse ausgeschlossen, einerseits zur frühzeitigen Ermittlung des Liquidationserlöses und zu dessen rechtzeitiger Zahlung an den Anteilinhaber sowie zur Ermittlung eventueller Leistungen der Verwaltungsgesellschaft) möglich. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich jedoch vor, die Rücknahme von Fondsanteilen einzustellen, wenn dies im Interesse der Gleichbehandlung der Anteilinhaber und einer ordnungsgemäßen Abwicklung geboten erscheint.

Spätestens am Tag nach der Fondsauflösung, welcher ein Bewertungstag ist, gibt die Verwaltungsgesellschaft den Liquidationserlös je Fondsanteil bekannt, der bei der Depotbank sowie bei den Zahlstellen des Fonds an diesem Tag zur Auszahlung gelangt.

Alle eventuell anfallenden Kosten der Liquidation werden von der Verwaltungsgesellschaft getragen.

Luxemburg, den 29. Juli 1999.

ADIG-INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.
Unterschriften

COMMERZBANK INTERNATIONAL, Société Anonyme
Luxembourg
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 4 août 1999, vol. 527, fol. 37, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(38807/267/106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 1999.

POPB LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 38.395.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires réunie au siège social à Luxembourg, le 17 septembre 1998 à 11.00 heures

Approbation des comptes au 31 août 1997 et report de la perte de 14.222.246 LUF.

Reconduction des mandats de Messieurs David de Rothschild, Jean-Claude Meyer, Edouard de Rothschild et Alain Cornu-Thenard et le Commissaire aux comptes, HRT REVISION, S.à r.l., en remplacement de Fiduciaire Générale de Luxembourg, en tant que Commissaire aux Comptes pour une durée d'un an, leur mandat prenant fin à l'assemblée statuant sur les comptes de l'année 1999.

*Pour la société
Signature
Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 29 juin 1999, vol. 525, fol. 5, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(30561/010/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

PRESSY GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, Place Dargent.
R. C. Luxembourg B 65.041.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 1999, vol. 525, fol. 14, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(30564/696/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

PRESSY GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, Place Dargent.
R. C. Luxembourg B 65.041.

—
- La démission de Monsieur Serge Thill, consultant, Sanem en tant que commissaire aux comptes est acceptée. La société HIFIN S.A., 3, place Dargent, Luxembourg est nommée en son remplacement jusqu'à l'assemblée de 2003. Luxembourg, le 5 mai 1999.

Certifié sincère et conforme

Pour PRESSY GROUP S.A.

COMPANIES & TRUST PROMOTION S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 1999, vol. 525, fol. 19, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(30565/696/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

PRIME S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8247 Mamer, 1, rue des Maximins.
R. C. Luxembourg B 50.001.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 1998, enregistrés à Luxembourg, le 2 juillet 1999, vol. 525, fol. 20, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Signature.

(30566/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

PRIME S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8247 Mamer, 1, rue des Maximins.
R. C. Luxembourg B 50.001.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires du 29 juin 1999

L'Assemblée Générale se réunit au siège social, 1, rue des Maximins à L-8247 Mamer, sous la présidence de Madame de Coninck.

Le Président ouvre la séance à 15.00 heures et appelle Monsieur Christian Smal aux fonctions de Secrétaire.

L'Assemblée désigne Monsieur Jean-Patrick Smal comme Scrutateur.

Le Bureau étant ainsi constitué, le Président produit la liste des présences et constate que 625 actions, sur un total de 1.250 actions, sont représentées par deux actionnaires.

Il invite ensuite Monsieur le Scrutateur à constater que les convocations à l'Assemblée Générale de ce jour ont été faites dans les délais légaux par lettre recommandée, s'ajoutant au courrier ordinaire.

Toutes les formalités légales et statutaires étant remplies, le Président constate que l'Assemblée est régulièrement constituée et habilitée pour délibérer valablement sur son ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998.
2. Décharge aux Administrateurs.
3. Révocation des administrateurs.
4. Impression de nouvelles actions.
5. Elections statutaires.
6. Divers.

Première résolution

Après avoir examiné le bilan et les comptes de résultats, l'Assemblée approuve les comptes sociaux de l'exercice 1998 et entérine la proposition du Conseil d'Administration pour reporter la perte sur l'exercice en cours.

Deuxième résolution

Par vote spécial, à l'unanimité, l'Assemblée donne décharge aux Administrateurs de leur gestion et mandat pour l'exercice 1998.

Troisième résolution

Révocation des administrateurs. Les actionnaires votent à l'unanimité des voix, la révocation de Monsieur Marcello Filippi de Eindhoven et Monsieur Fabio Filippi de Eindhoven en leur qualité d'Administrateur et leur donnent décharge de leur mandat.

Quatrième résolution

Constatant que les nombreuses demandes de couverture d'achats de 625.000,- LUF pour la moitié des actions par M. Filippi sont restées vaines; qu'en outre, M. Filippi a émis en paiement un chèque non provisionné, tiré sur la BANQUE POPULAR, au mois d'octobre 1998;

Devant cette indécatesse l'Assemblée décide d'annuler cette opération de vente de parts, et décide de procéder à l'émission et à l'impression de 1.250 nouvelles actions de la société.

Cinquième résolution

La durée du mandat d'Administrateur de Monsieur Christian Smal et Monsieur Jean-Patrick Smal et d'Administrateur Délégué de Madame Hilde de Coninck,

n'ayant pas été précisé, par vote spécial, à l'unanimité, l'Assemblée approuve la proposition du Conseil d'Administration et fixe la durée des ledits mandats à 6 ans.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président donne lecture du présent procès-verbal et invite les membres du Bureau, ainsi que les actionnaires et les personnes présentes qui le désirent, de signer avec lui.

La séance est levée à 16h00.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 1999, vol. 525, fol. 20, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(30567/000/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

PROPERTY LEASING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Colmar-Berg.

R. C. Luxembourg B 7.044.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Mersch, le 1^{er} juillet 1999, vol. 124, fol. 88, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

J. Larbière

Président du Conseil

(30570/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

PROTEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8247 Luxembourg, 1, rue des Maximins.

R. C. Luxembourg B 45.041.

Les comptes annuels au 31 décembre 1998, enregistrés à Luxembourg, le 2 juillet 1999, vol. 525, fol. 20, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Signature.

(30571/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

PROTEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8247 Luxembourg, 1, rue des Maximins.

R. C. Luxembourg B 45.041.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 3 mai 1999 en vue de statuer sur l'exercice clos au 31 décembre 1998

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé, sur proposition du Conseil d'Administration d'affecter la perte de l'exercice clos au 31/12/98 sur l'exercice en cours.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 1999, vol. 525, fol. 20, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(30572/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

QUELBUILD, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 66.215.

Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 18 novembre 1998

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1998, ainsi que toutes informations qui s'y rapportent enregistrés à Luxembourg, le 2 juillet 1999, vol. 525, fol. 17, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

QUEBUILD

Signature

(30574/255/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

QUATRO INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 30.917.

Les bilans au 31 décembre 1997 et au 31 décembre 1998, enregistrés à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 525, fol. 11, case 4, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 1999.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 1999:

L'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 1999 a donné décharge aux administrateurs sortants, soit Monsieur Jacques Benzeno, Monsieur André Labranche et Mademoiselle Marie-Paule Mockel et au commissaire aux comptes sortant, Fiduciaire Générale de Luxembourg, pour l'exécution de leur mandat durant les exercices clôturés au 31.12.1997 et au 31.12.1998. Leur mandat n'a pas été renouvelé.

Sont élus comme nouveaux administrateurs, leur mandat prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999

- Monsieur Herman J.-J. Moors, administrateur de société, demeurant à Luxembourg,
- Monsieur Michel Thibal, employé privé, demeurant à Luxembourg,
- Monsieur Jean-Marie Di-Cino, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Est élu comme nouveau commissaire aux comptes, son mandat prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999:

- ING TRUST (LUXEMBOURG) S.A., établi 8, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juillet 1999.

Signatures

(30573/047/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

**FIN.SIA S.A., Société Anonyme Holding,
(anc. REAL ESTATES MAINTENANCE S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 53.218.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le deux juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding REAL ESTATES MAINTENANCE S.A., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 53.218, constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 8 décembre 1995, publié au Mémorial C, numéro 83 du 16 février 1996, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 mai 1998, publié au Mémorial C, numéro 597 du 18 août 1998.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Luisella Moreschi, licenciée en sciences économiques et financières, demeurant à Brouch/Mersch.

La présidente désigne comme secrétaire Mademoiselle Angela Cinarelli, employée privée, demeurant à Fentange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Maurizio Natale, comptable, demeurant à Dudelange.

La présidente déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les quatre mille quatre cents (4.400) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- Modification de la dénomination de la société qui passe de REAL ESTATES MAINTENANCE S.A., à FIN.SIA S.A.
- Modification de l'article 1^{er}, premier paragraphe, des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. 1^{er} paragraphe.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de FIN.SIA S.A.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de REAL ESTATES MAINTENANCE S.A. en FIN.SIA S.A.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article premier des statuts, pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Premier alinéa.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de FIN.SIA S.A.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: L. Moreschi, A. Cinarelli, M. Natale, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 4 juin 1999, vol. 841, fol. 91, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 25 juin 1999.

J.-J. Wagner.

(30575/239/52) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

**FIN.SIA S.A., Société Anonyme Holding,
(anc. REAL ESTATES MAINTENANCE S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 53.218.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 25 juin 1999.

J.-J. Wagner.

(30576/239/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

ROMANILLA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 60.472.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 517, fol. 71, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(30577/581/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SADIN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 58.284.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 28 juin 1999, vol. 524, fol. 92, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juin 1999.

SANNE & CIE, S.à r.l.

Signature

(30580/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SAILBOAT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 44.497.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 28 juin 1999, vol. 524, fol. 92, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juin 1999.

SANNE & CIE, S.à r.l.

Signature

(30581/521/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SAILBOAT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 44.497.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 21 juin 1999 que les mandats des administrateurs sortants, M. Gérard Muller, M. Fernand Heim et Mme M.-Rose Dock, ainsi que celui du commissaire aux comptes, SANINFO, S.à r.l., ont été reconduits pour une nouvelle période statutaire de six ans.

Pour extrait conforme

SANNE & CIE, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 juin 1999, vol. 524, fol. 92, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(30582/521/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SARTENE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 19.090.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 517, fol. 72, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 1999.

Signature.

(30583/531/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SARTENE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 19.090.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 25 juin 1999 à Luxembourg

L'Assemblée renouvelle pour une période de six ans les mandats des administrateurs sortants et décide de nommer comme nouveau commissaire aux comptes la société FIDUPARTNER A.G, 124, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg pour une période de six ans; leurs mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2005.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 517, fol. 72, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(30584/531/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SCANCARGO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle.
R. C. Luxembourg B 33.669.

Le bilan au 30 septembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 517, fol. 70, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 1999.

Pour SCANCARGO S.A.

FIDUCIAIRE DES P.M.E.

Signature

(30585/514/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SCANCARGO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle.
R. C. Luxembourg B 33.669.

Le bilan au 30 septembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 517, fol. 70, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 1999.

Pour SCANCARGO S.A.

FIDUCIAIRE DES P.M.E.

Signature

(30586/514/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SCONTINVEST BOND FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 27.454.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 525, fol. 11, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 11 juin 1999

- L'Assemblée a fixé le nombre des administrateurs à quatre (4) et a réélu au poste d'administrateur
- Monsieur Joseph Assaraf, Directeur de Banque, demeurant à Genève (CH),
- Monsieur Jacques Benzeno, Directeur de Banque, demeurant à Genève (CH),
- Monsieur André Labranche, Sous-Directeur de Banque, demeurant à Hobscheid (L),
et a élu
- Monsieur Elo Rozenchwajg, Directeur de Banque, demeurant à Luxembourg.

Leur nouveau mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999.

L'Assemblée a élu au poste de Commissaire aux Comptes la société DELOITTE & TOUCHE, établie à Luxembourg.

Son nouveau mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour extrait conforme
Signature
Un administrateur

(30587/047/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SCONTINVEST EMERGING MARKET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 49.572.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 525, fol. 11, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 11 juin 1999

- L'Assemblée a fixé le nombre des administrateurs à quatre (4) et a réélu au poste d'administrateur

- Monsieur Joseph Assaraf, Directeur de Banque, demeurant à Genève (CH),

- Monsieur Jacques Benzeno, Directeur de Banque, demeurant à Genève (CH),

- Monsieur André Labranche, Sous-Directeur de Banque, demeurant à Hobscheid (L),

et a élu

- Monsieur Elo Rozencwajg, Directeur de Banque, demeurant à Luxembourg.

Leur nouveau mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999.

- L'Assemblée a élu au poste de Commissaire aux Comptes la société DELOITTE & TOUCHE, établie à Luxembourg.

Son nouveau mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour extrait conforme
Signature
Un administrateur

(30588/047/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SCONTINVEST EQUITY FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 49.517.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 525, fol. 11, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 11 juin 1999

- L'Assemblée a fixé le nombre des administrateurs à quatre (4) et a réélu au poste d'administrateur

- Monsieur Joseph Assaraf, Directeur de Banque, demeurant à Genève (CH),

- Monsieur Jacques Benzeno, Directeur de Banque, demeurant à Genève (CH),

- Monsieur André Labranche, Sous-Directeur de Banque, demeurant à Hobscheid (L),

et a élu

- Monsieur Elo Rozencwajg, Directeur de Banque, demeurant à Luxembourg.

Leur nouveau mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999.

- L'Assemblée a élu au poste de Commissaire aux Comptes la société DELOITTE & TOUCHE, établie à Luxembourg.

Son nouveau mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour extrait conforme
Signature
Un administrateur

(30589/047/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SCONTINVEST MIDDLE EAST FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 49.248.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 525, fol. 11, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 11 juin 1999

- L'Assemblée a fixé le nombre des administrateurs à quatre (4) et a réélu au poste d'administrateur
- Monsieur Joseph Assaraf, Directeur de Banque, demeurant à Genève (CH),
- Monsieur Jacques Benzeno, Directeur de Banque, demeurant à Genève (CH),
- Monsieur André Labranche, Sous-Directeur de Banque, demeurant à Hobscheid (L),
et a élu
- Monsieur Elo Rozencwajg, Directeur de Banque, demeurant à Luxembourg.

Leur nouveau mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999.

- L'Assemblée a élu au poste de Commissaire aux Comptes la société DELOITTE & TOUCHE, établie à Luxembourg.
Son nouveau mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour extrait conforme
Signature
Un administrateur

(30590/047/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SCONTINVEST MONEY MARKET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 49.573.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 525, fol. 11, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 11 juin 1999

- L'Assemblée a fixé le nombre des administrateurs à quatre (4) et a réélu au poste d'administrateur
- Monsieur Joseph Assaraf, Directeur de Banque, demeurant à Genève (CH),
- Monsieur Jacques Benzeno, Directeur de Banque, demeurant à Genève (CH),
- Monsieur André Labranche, Sous-Directeur de Banque, demeurant à Hobscheid (L),
et a élu
- Monsieur Elo Rozencwajg, Directeur de Banque, demeurant à Luxembourg.

Leur nouveau mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999.

- L'Assemblée a élu au poste de Commissaire aux Comptes la société DELOITTE & TOUCHE, établie à Luxembourg.
Son nouveau mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour extrait conforme
Signature
Un administrateur

(30591/047/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SEWERIN SCHILTZ - EQUIPEMENT INDUSTRIEL, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-1370 Luxembourg, 300, Val Ste Croix.

STATUTEN

Im Jahre eintausendneunhundertneunundneunzig, den zweiundzwanzigsten Juni.

Vor der Unterzeichneten Blanche Moutrier, Notar im Amtssitz in Esch an der Alzette.

Sind erschienen:

- 1.- Frau Andrée Schiltz, Privatbeamtin, Witwe von Herrn Ferdinand Trommer, wohnhaft in L-1139 Luxembourg, 21A, rue des Sept Arpents,
- 2.- Die Gesellschaft bürgerlichen Rechts HERMANN SEWERIN GbR, mit Sitz in D-33334 Güterloh, Robert-Bosch-Strasse 3, vertreten durch Frau Andrée Schiltz, vorgeannt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift,
- 3.- Frau Chantal Schiltz, Privatbeamtin, Ehefrau von Herrn James Smith, wohnhaft in L-1467 Howald, 39, rue Henri Entringer,
vertreten durch Frau Andrée Schiltz, vorgeannt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift.

Vorerwähnte Vollmachten bleiben nach ne varietur Paraphierung durch die Komparentin und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden,

Die Komparentin erklärte, dass sie und ihre Mandaten die alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung SEWERIN SCHILTZ - EQUIPEMENT INDUSTRIEL, S.à r.l., mit Sitz in L-2173 Luxemburg, 5, rue München Tech, gegründet durch Urkunde des amtierenden Notars, vom 10. November 1997, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 90 vom 11. Februar 1998, eingetragen im Firmenregister beim Bezirksgericht Luxemburg unter Nummer B 61.578 sind.

Diese Komparentin erklärte, dass das Gesellschaftskapital auf fünf Millionen Franken (LUF 5.000.000,-) festgesetzt ist, eingeteilt in fünftausend (5.000) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je eintausend Franken (LUF 1.000,-), aufgeteilt ist.

Sodann ersuchte die Komparentin den amtierenden Notar nachfolgenden Beschluss zu beurkunden:

Erster und einziger Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen, die Verlegung des Gesellschaftssitzes von L-2173 Luxemburg, 5, rue München Tesch nach L-1370 Luxemburg, 300, Val Ste Croix.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Esch an der Alzette, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparentin, hat dieselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. Schiltz, B. Moutrier.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 juin 1999, vol. 850, fol. 88, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Für gleichlautende Ausfertigung ausgestellt zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch an der Alzette, den 30. Juni 1999.

B. Moutrier.

(30593/272/39) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SOCIETE COOPERATIVE DE CHAUFFAGE URBAIN, Société Coopérative.

Siège social: L-3524 Dudelange, 15A, rue Norbert Metz.

R. C. Luxembourg B 18.298.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le sept juin à Dudelange, au Centre Hild.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

S'est réunie l'Assemblée générale extraordinaire des coopérateurs de la SOCIETE COOPERATIVE DE CHAUFFAGE URBAIN, Société coopérative, avec siège social à Dudelange, rue Norbert Metz, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, alors de résidence à Dudelange, le 23 avril 1981, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 125 du 25 juin 1981,

immatriculée au registre de commerce de Luxembourg, sous la section B et le numéro 18.298.

Bureau

La séance est ouverte à 19.00 heures sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre Bausch, Président de la SOCIETE COOPERATIVE DE CHAUFFAGE URBAIN, demeurant à Dudelange.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur René Wampach, ingénieur technicien, demeurant à Niederborn.

L'Assemblée choisit comme scrutateurs:

- Monsieur Jeff Thies, tourneur, demeurant à Dudelange,
- Mademoiselle Louise Nilles, employée privée, demeurant à Dudelange.

Composition de l'Assemblée

Les coopérateurs présents ou représentés à l'Assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les coopérateurs présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'Assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des coopérateurs représentés à la présente Assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Exposé de Monsieur le Président

Monsieur le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La présente Assemblée a l'ordre du jour suivant:

«1. Modification de l'article 1^{er}.- des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il existe une société coopérative sous la dénomination SOCIETE COOPERATIVE DE CHAUFFAGE URBAIN, régie par les présents statuts et par toutes dispositions législatives concernant les sociétés coopératives en général.

Son siège social est à Dudelange.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.»

2. Fixation de l'adresse du siège au 15A, rue Norbert Metz à Dudelange.

3. Modification de l'article 3.- des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.»

4. Modification de l'article 12.- (alinéa quatre) des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 12. Quatrième alinéa.** L'assemblée générale se réunira dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, dans le courant du premier semestre de chaque année.»

5. Suppression des mots: «la prorogation ou» dans le deuxième alinéa de l'article 14.

6. Modification de l'article 15.- (premier alinéa) des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 15. Premier alinéa.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.»

7. Prolongement de l'exercice ayant débuté le premier octobre 1997 et clôturé au 31 décembre 1998.

8. Modification de l'article 17.- des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 17.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts. Cette dernière, sur proposition du conseil d'administration en exercice, règle le mode de liquidation, nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine l'étendue de leurs pouvoirs.»

9. Adoption de statuts coordonnés tenant compte des modifications opérées aux statuts depuis la constitution de la coopérative.

10. Divers.»

II.- Que la présente Assemblée a été convoquée par des lettres missives datées du 18 mai 1999 et adressées aux associés.

Une copie des lettres en question ainsi que la liste des coopérateurs arrêtée à ce jour par le conseil d'administration, ont été déposées au bureau pour inspection.

III.- Il existe actuellement cent vingt-sept (127) parts sociales, d'une valeur nominale de cinq cents francs luxembourgeois (LUF 500,-) chacune, entièrement libérées et représentant l'intégralité du capital social de soixante-trois mille cinq cents francs luxembourgeois (LUF 63.500,-).

Sur les cent vingt-sept (127) parts sociales existantes, soixante-treize (73) parts sociales sont présentes ou représentées, soit moins des trois quarts des associés.

L'Assemblée, valablement convoquée, constate que le quorum de présence prévu par l'article 14 des statuts n'étant pas atteint, celle-ci ne peut valablement délibérer sur les points à l'ordre du jour.

Conformément à ce même article, une nouvelle Assemblée ayant le même ordre du jour devra être convoquée dans la quinzaine, en respectant les prescriptions légales et statutaires. Cette Assemblée, dûment convoquée, délibérera valablement sur les points à l'ordre du jour à la majorité des trois quarts au moins des voix des associés présents ou représentés, et ce quelle que soit la portion du capital représentée.

L'Assemblée décide de convoquer cette nouvelle Assemblée au mardi 29 juin 1999 à 19.00 heures précises à la salle rouge de la maison syndicale de l'O.G.B.L., avenue Grande-Duchesse Charlotte à Dudelange (premier étage).

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Frais

Le montant des frais, rémunérations et charges, incombant à la société en raison des présentes, est estimé sans nul préjudice à la somme de cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 50.000,-).

Dont procès-verbal, fait et dressé, date et lieu qu'en tête des présentes.

Et après lecture de tout ce qui précède, donnée à l'Assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé le présent procès-verbal avec Nous, Notaire, aucun autre coopérateur n'ayant demandé à signer.

Signé: J.-P. Bausch, R. Wampach, J. Thies, L. Nilles, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juin 1999, vol. 117S, fol. 18, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 1^{er} juillet 1999.

T. Metzler.

(30594/222/93) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

S.G.P.P., SOCIETE DE GESTION ET DE PRISES DE PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 32.965.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 517, fol. 72, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} 1999.

Signature.

(30595/531/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SOCIETE DE RADIODIFFUSION LUXEMBOURGEOISE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin.

R. C. Luxembourg B 38.432.

Constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Gloden, notaire de résidence à Grevenmacher, en date du 11 novembre 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 466 du 19 décembre 1991, modifiée à différentes reprises et pour la dernière fois par Maître Joseph Gloden, notaire de résidence à Grevenmacher, en date du 17 avril 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 399 du 24 juillet 1997

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale des associés de la société à responsabilité limitée SOCIETE DE RADIODIFFUSION LUXEMBOURGEOISE, S.à r.l. du 24 juin 1999, que les associés ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- I. Sont nommés membres du Conseil de gérance:
 1. Monsieur Albert Gauche, demeurant à Fentange;
 2. Monsieur Aloyse Greisch, demeurant à Waldbredimus;
 3. Monsieur Michel Janiak, demeurant à Oberanven;
 4. Monsieur Jos. Jentgen, demeurant à Bertrange;
 5. Monsieur Robert Weber, demeurant à Peppange;
 6. Monsieur Léon Weyer, demeurant à Oberanven;
 7. Monsieur Paul Zimmer, demeurant à Bofferdange.

La durée du mandat des membres du Conseil de gérance prend fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire ordinaire qui se tiendra en 2001.

- II. Est nommé commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2001:
 - Monsieur Egon Seywert, demeurant à Livange.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil de Gérance du 1^{er} juin 1999

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil de gérance de la SOCIETE DE RADIODIFFUSION LUXEMBOURGEOISE, S.à r.l. du 1^{er} juin 1999, que les membres de ce Conseil ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Monsieur Léon Weyer, demeurant à Oberanven, est nommé président du Conseil de gérance jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2001.
2. Monsieur Robert Weber, demeurant à Peppange, est nommé vice-président du Conseil de gérance jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2001.
3. Monsieur Frank Zeimet, demeurant à Mondorf-les-Bains, en tant que directeur de la station, est chargé de la gestion courante de la société.

Pour le Conseil de gérance
L. Weyer
Président

Enregistré à Luxembourg, le 29 juin 1999, vol. 525, fol. 2, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(30597/000/40) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SSR PEGASUS FUNDS, Société Anonyme
sous le régime d'une Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. STATE STREET RESEARCH).

Registered office: Luxembourg, 47, boulevard Royal.

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the eleventh day of May.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Luxembourg).

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of STATE STREET RESEARCH, with its principal office in Luxembourg, incorporated by deed established by the undersigned notary on the 20th June, 1997, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on the 18th July, 1997.

The meeting was presided by Mr Christophe Becue, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mr Jean Faucher, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as scrutineer Mrs Myriam Becker, residing in Luxembourg.

The Board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I.) The agenda of the meeting is the following:

- To change the denomination of the Company to SSR PEGASUS FUNDS and to amend article 1 accordingly.

II.) All the shares outstanding as shown by the attendance list attached to these minutes were represented, so that the meeting could be held without prior notice.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III.) The quorum required by law is at least one half of the shares outstanding and resolutions on the items of the agenda have to be adopted by an affirmative vote of two thirds of the shares present or represented.

Single resolution

The meeting decides unanimously to amend the denomination of the Company to SSR PEGASUS FUNDS, so that article one of the Articles of Incorporation shall read as follows:

«**Art. 1.** There exists a company in the form of a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable under the name of SSR PEGASUS FUNDS (the «Company».)»

and to amend furtheron the Articles of Incorporation of the Company along the lines set out herebefore.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, following by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed, no other shareholder expressing the request to sign.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le onze mai.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de STATE STREET RESEARCH, ayant son siège à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant à la date du 20 juin 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 18 juillet 1997.

L'assemblée est présidée par Monsieur Christophe Becue, résidant à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jean Faucher, résidant à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme scrutateur Madame Myriam Becker, résidant à Luxembourg.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

- De modifier la dénomination de la Société en SSR PEGASUS FUNDS et de modifier l'article 1^{er} en conséquence.

II.) Comme il est montré par la liste de présente annexée à ce procès-verbal, toutes les actions en circulation sont représentées afin que l'assemblée ait pu être tenue sans avis de convocation préalable.

Les procurations des actionnaires représentés resteront également annexées au présent acte.

III.) Le quorum de présence requis par la loi est d'au moins la moitié des actions émises et les résolutions à l'ordre du jour doivent être adoptées par un vote affirmatif de deux tiers des actions présentes ou représentées.

Résolution unique

L'assemblée décide à l'unanimité de modifier la dénomination de la Société en SSR PEGASUS FUNDS de sorte que le premier article des statuts aura la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il existe une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination SSR PEGASUS FUNDS (la «société».)»

et de modifier en outre les statuts de la société selon l'ordre du jour repris ci-dessus.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivie d'une version française. Il est spécifié qu'en cas de divergences avec la version française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres de bureau ont tous signé avec Nous, Notaire, le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant émis le voeu de signer.

Signé: C. Becue, J. Faucher, M. Becker, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 12 mai 1999, vol. 841, fol. 66, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M. Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 29 juin 1999.

J.-J. Wagner.

(30599/238/76) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

STANKO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 116, avenue du X septembre.

R. C. Luxembourg B 44.988.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 517, fol. 70, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 1999.

Pour STANKO, S.à r.l.
FIDUCIAIRE DES P.M.E.
Signature

(30598/514/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

SEMIKA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 20.245.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 517, fol. 72, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999.

Signature.

(30592/531/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

TWINERG, Société Anonyme.

Siège social: L-4289 Esch-sur-Alzette, 5, Schlassgoart.
R. C. Luxembourg B 64.224.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le quinze juin.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A Luxembourg;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme luxembourgeoise TWINERG, ayant son siège social à L-4289 Esch-sur-Alzette, 5, Schlassgoart, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 64.224, constituée suivant acte reçu le 28 avril 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 520 du 15 juillet 1998.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Erwin Boogaerts, employé privé, demeurant à Schilde.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny (Belgique).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hector Didelot, directeur adjoint, demeurant à Keispelt.

Le président prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les membres du bureau et le notaire soussigné. La liste de présence et les procurations paraphées ne varietur, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les 1.250 (mille deux cent cinquante) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1) Conversion de la devise d'expression du capital social et du capital autorisé de la société de LUF en EUR et modification afférente de l'article 5 et du premier paragraphe de l'article 6 des statuts.

2) Augmentation du capital social à concurrence de EUR 7.469.013,31 en vue de le porter de son montant actuel de EUR 30.986,69 à EUR 7.500.000,- par la création et l'émission de 301.299 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale.

3) Souscription et libération intégrale des actions nouvelles à émettre.

4) Modification afférente de l'article 5 des statuts.

5) Nominations statutaires.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de convertir la devise d'expression du capital social et du capital autorisé de la société de LUF (francs luxembourgeois) en EUR (Euros) au taux de conversion officielle de LUF 40,3399 = EUR 1 et de modifier par conséquent l'article 5 et le premier alinéa de l'article 6 des statuts, pour leur donner la teneur suivante:

«Art. 5. Capital social.

Le capital social souscrit est fixé à EUR 30.986,69 (trente mille neuf cent quatre-vingt-six Euros soixante-neuf cents), représenté par 1.250 (mille deux cent cinquante) actions, sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

«Art. 6. Modification du capital social. Premier alinéa.

6.1 Le capital autorisé est fixé à EUR 24.789.352,47 (vingt-quatre millions sept cent quatre-vingt-neuf mille trois cent cinquante-deux Euros quarante-sept cents).»

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 7.469.013,31 (sept millions quatre cent soixante-neuf mille treize Euros trente et un cents), en vue de le porter de son montant actuel de EUR 30.986,69 (trente mille neuf cent quatre-vingt-six Euros soixante-neuf cents) à EUR 7.500.000,- (sept millions cinq cent mille Euros), par la création et l'émission de 301.299 (trois cent un mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, à souscrire et à libérer partiellement en numéraire et partiellement en nature (apport d'immeubles), et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Troisième résolution

L'assemblée, après avoir constaté que l'actionnaire minoritaire a renoncé à son droit préférentiel de souscription, décide d'admettre à la souscription de la totalité des actions nouvelles:

- l'actionnaire majoritaire: la société anonyme de droit belge ELECTRABEL S.A., ayant son siège social à B-1000 Bruxelles, 8, boulevard du Régent (Belgique) pour 195.407 (cent quatre-vingt-quinze mille quatre cent sept) actions;
- les nouveaux actionnaires:
 - a) la société anonyme de droit luxembourgeois ARBED S.A., ayant son siège social à L-2930 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté: pour 52.946 (cinquante-deux mille neuf cent quarante-six) actions;
 - b) la société anonyme de droit luxembourgeois CEGEDEL PARTICIPATIONS S.A., ayant son siège social à L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison: pour 52.946 (cinquante-deux mille neuf cent quarante-six) actions.

Intervention - Souscription - Libération

A) Est ensuite intervenue aux présentes la société ELECTRABEL S.A., prédésignée, ici représentée par Monsieur Erwin Boogaerts, employé privé, demeurant à B-82970 Schilde (Belgique), 10, Sint Hubertuslaan, en vertu d'une des procurations dont mention ci-avant;

laquelle, par son représentant susnommé, a déclaré souscrire les 195.407 (cent quatre-vingt-quinze mille quatre cent et sept) actions nouvelles et les libérer intégralement en numéraire par versement à un compte bancaire au nom de la société TWINERG, prédésignée, de sorte que la somme de EUR 4.844.013,31 (quatre millions huit cent quarante-quatre mille treize Euros trente et un cents) se trouve dès à présent à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire.

B) Est ensuite intervenue aux présentes la société CEGEDEL PARTICIPATIONS S.A., prédésignée, ici représentée par Monsieur Nestor Didelot, Directeur adjoint, demeurant à Keispelt, en vertu d'une des procurations dont mention ci-avant;

laquelle, par son représentant susnommé, a déclaré souscrire les 52.946 (cinquante-deux mille neuf cent quarante-six) actions nouvelles et les libérer intégralement en numéraire par versement à un compte bancaire au nom de la société TWINERG, prédésignée, de sorte que la somme de EUR 1.312.500,- (un million trois cent douze mille cinq cents Euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire.

C) Est ensuite intervenue aux présentes la société de droit luxembourgeois ARBED S.A., prédésignée, ici représentée par Monsieur Luc De Meyere, conseiller juridique, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une des procurations dont mention ci-avant;

laquelle, par son représentant susnommé, a déclaré souscrire les 52.946 (cinquante-deux mille neuf cent quarante-six) actions nouvelles et les libérer intégralement par:

1) apport en numéraire représentant 6.746 (six mille sept cent quarante-six) actions par versement à un compte bancaire au nom de la société TWINERG, prédésignée, de sorte que la somme de EUR 167.231,92 (cent soixante-sept mille deux cent trente et un Euros quatre-vingt-douze cents) se trouve dès à présent à la libre disposition de cette dernière, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire,

2) apport en nature représentant 46.200 (quarante-six mille deux cents) actions, pour une valeur estimée à EUR 1.145.268,08 (un million cent quarante-cinq mille deux cent soixante-huit Euros huit cents), des immeubles ci-après désignés:

Désignation des immeubles

Un ensemble de terrains d'une contenance totale de 7 hectares, inscrits au cadastre comme suit:

Commune d'Esch-sur-Alzette - Section A d'Esch/Nord

En lieux-dits «In Sommet», «In Ehleringererdchen» et «Auf Zaepert»

1) place de 20 ares 98 centiares, partie sans numéro, tel que ledit bien est repris sous lot 64/1 du plan, dressé à Esch-sur-Alzette le 29 avril 1999 par le géomètre du cadastre, Monsieur Georges Bemtgen, lequel plan signé ne varietur par les comparants et les intervenants ainsi que par le notaire instrumentant restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps que lui;

2) place de 2 ares 38 centiares, partie du numéro 2147/4828, repris sous lot 66/1 du plan précité;

3) place de 28 ares 56 centiares, partie du numéro 2150/16656, repris sous lot 1 du plan précité;

4) place de 1 hectare 82 ares 41 centiares, partie du numéro 2280/16667, repris sous lot 3 du plan précité;

5) place de 3 hectares 3 ares 62 centiares, partie du numéro 2178/16661, repris sous lot 5 du plan précité;

6) place de 63 ares 17 centiares, partie du numéro 2178/16661, repris sous lot 6 du plan précité;

Commune d'Esch-sur-Alzette - Section B de Lallange

En lieu-dit «In der Neuwies».

7) place de 22 ares 12 centiares, partie du numéro 1/2960, repris sous lot 10 du plan précité;

Commune de Sanem - Section D d'Ehlerange

En lieu-dit «Tipp ARBED».

8) bâtiment-place de 62 ares 05 centiares, partie du numéro 79/3088, repris sous lot 11 du plan précité;

9) place de 14 ares 71 centiares, partie du numéro 79/3088, repris sous lot 12 du plan précité.

Origine de propriété

Les immeubles désignés ci-dessus appartiennent à la société anonyme ARBED S.A. pour les avoir acquis comme suit: le terrain désigné ci-dessus sub:

1): de la Commune d'Esch-sur-Alzette par acte administratif portant échange en date du 12 mars 1996, approuvé par le Conseil Communal d'Esch-sur-Alzette, le 6 mai 1996 et vu et approuvé par le Ministre de l'intérieur, le 17 octobre 1996, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 12 novembre 1996, volume 1070, numéro 117;

2): des conjoints Jungen-Seyler d'Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition du notaire Francis Kessler, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 22 janvier 1998, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 5 février 1998, Volume 1124, numéro 63;

3): - pour partie des époux A. Kaiser-Lenertz de Luxembourg par acte d'acquisition du notaire Tony Bernard, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 18 juillet 1978, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 25 juillet 1978, Volume 474, numéro 112;

- pour partie des conjoints Kayser d'Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition reçu par le notaire Tony Bernard, prénommé, en date du 13 décembre 1978, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 15 janvier 1979, Volume 487, numéro 4;

- pour partie des conjoints Obertin de Remich par acte d'acquisition reçu par ledit notaire Tony Bernard, en date du 14 décembre 1976, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 3 janvier 1977, Volume 433, numéro 16;

- pour partie de G. Peporte d'Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition reçu par le notaire René Wagner, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 20 juillet 1960, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 10 août 1960, Volume 121, numéro 121, numéro 66;

- pour partie des époux J. Vandyck-Metzler à Luxembourg par acte d'acquisition reçu par ledit notaire Tony Bernard, le 13 décembre 1978, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 17 janvier 1979, Volume 487, numéro 53;

- pour partie de L. Boden de Walferdange par acte d'acquisition dudit notaire Tony Bernard, en date du 15 octobre 1976, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 22 octobre 1976, Volume 427, numéro 126;

- pour partie de N. Biwer de Luxembourg par acte d'acquisition reçu par le notaire Marc Elter de résidence à Junglinster, le 7 juin 1978, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 19 juin 1978, Volume 471 numéro 93;

- pour partie des époux N. Kaiser-Weis de Luxembourg par acte d'échange dudit notaire Tony Bernard, en date du 13 décembre 1978, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 15 janvier 1979, Volume 487, numéro 2;

4): - pour partie des conjoints Hamilius d'Esch-sur-Alzette par acte d'adjudication dressé par ledit notaire René Wagner, en date du 16 février 1961, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 4 mars 1961, Volume 130, numéro 83;

- pour partie des conjoints Jeitz d'Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition reçu par le notaire Robert Elter, de résidence à Esch-sur-Alzette, le 29 avril 1960, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 10 mai 1960, Volume 116, numéro 151;

- pour partie des conjoints Kayser d'Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition reçu par ledit notaire Tony Bernard, le 13 décembre 1978, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 15 janvier 1979, Volume 487, numéro 4;

- pour partie des conjoints Koppes d'Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition dudit notaire Tony Bernard, en date du 11 octobre 1979, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 19 octobre 1979, Volume 507, numéro 130;

- pour partie des conjoints Noesen d'Esch-sur-Alzette par acte d'échange reçu par ledit notaire Tony Bernard, en date du 23 mars 1978, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 19 avril 1978, Volume 467, numéro 64;

- pour partie des conjoints Paulus d'Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition reçu par ledit notaire Tony Bernard, en date du 1^{er} février 1978, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 16 février 1978, Volume 463, numéro 75;

- pour partie des conjoints Stoltz d'Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition reçu par ledit notaire Tony Bernard, en date du 7 mars 1978, transcrit au Bureau de Luxembourg II, le 29 mars 1978, Volume 465, numéro 169;

- pour partie des époux J. Vandyck-Metzler à Luxembourg par acte d'acquisition dudit notaire Tony Bernard, en date du 13 décembre 1978, transcrit au Bureau des Hypothèque de Luxembourg II, le 17 janvier 1979, Volume 487, numéro 53;

- pour partie de M. Brasseur à Luxembourg et A. Rumpf à Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition du notaire André Schwachtgen, de résidence à Pétange, en date du 16 février 1976, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 19 mars 1976, Volume 411, numéro 127;

- pour partie des époux R. Hoferlin-Schneider d'Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition reçu par ledit notaire Tony Bernard, le 18 juillet 1978, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 25 juillet 1978, Volume 474, numéro 115;

- pour partie des époux R. Palgen-Moes d'Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition reçu par ledit notaire Tony Bernard, en date du 7 mars 1978, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 29 mars 1978, Volume 465, numéro 171;

- pour partie de la SOCIETE METALLURGIQUE TERRES ROUGES à Luxembourg par acte d'acquisition du notaire Paul Kuborn, de résidence à Luxembourg, en date du 23 avril 1937, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg, le 26 mai 1937, Volume 719, numéro 6;

5) et 6): - pour partie des conjoints Jeitz à Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition reçu par le notaire Robert Elter, de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 29 avril 1960, transcrit au Bureau de Luxembourg II, le 10 mai 1960, Volume 116, Numéro 151;

- pour partie de la SOCIETE METALLURGIQUE TERRES ROUGES à Luxembourg par acte d'acquisition reçu par ledit notaire Paul Kuborn, en date du 23 avril 1937, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg, le 26 mai 1937, Volume 719, numéro 6;

- pour partie des conjoints Wester à Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition reçu par le notaire Georges Bourg, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 4 octobre 1972, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 6 novembre 1972, Volume 323, numéro 52;

- pour partie des époux F. Battin-Hamilius d'Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition reçu par ledit notaire René Wagner, en date du 2 février 1938, transcrit au bureau des Hypothèques de Luxembourg, le 12 février 1938, Volume 734, numéro 154;

- pour partie des conjoints Claude à Esch-sur-Alzette par acte d'acquisition reçu par ledit notaire Georges Bourg, en date du 24 avril 1970, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg II, le 1^{er} juin 1970, Volume 280, numéro 30;

7): de la Société Métallurgique Terres Rouges à Luxembourg par acte d'acquisition reçu par ledit notaire Paul Kuborn, en date du 23 avril 1937, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg, le 26 mai 1937, Volume 719, numéro 6;

8) et 9): de la SOCIETE METALLURGIQUE TERRES ROUGES à Luxembourg par acte d'acquisition reçu par ledit notaire Paul Kuborn, en date du 23 avril 1937, transcrit au Bureau des Hypothèques de Luxembourg, le 26 mai 1937, volume 719, numéro 6.

Rapport de révision

Cet apport immobilier a fait l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises ERNST & YOUNG, société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg (Monsieur Werner Weyand), conformément aux stipulations de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales et qui conclut de la manière suivante:

Conclusion:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport qui correspond au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie.

ERNST & YOUNG, Société Anonyme
Réviseur d'entreprises
W. Weyand»

Charges et conditions de l'apport

1.- La société TWINERG s'engage à respecter et à se conformer à toutes les clauses et stipulations contenues dans les actes d'acquisition prémentionnés.

2.- Ledit bien est apporté en pleine propriété, pour quitte et libre de toutes occupations, de toutes dettes et charges hypothécaires et privilégiées, mais sans garantie pour vices cachés.

3.- La société TWINERG sera propriétaire du bien par l'effet des présentes et en aura la pleine et entière jouissance à compter de ce jour.

4.- La société TWINERG prendra les immeubles lui cédés, tel et ainsi qu'ils appartiennent à l'apporteur et dans leur état actuel, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou non apparentes, continues ou discontinues y attachées le cas échéant, sans garantie de la part de l'apporteur de la désignation et de la contenance indiquées, le plus ou le moins, même dépassant le vingtième, étant au profit ou à la perte de la société TWINERG.

L'apporteur, représenté comme dit, déclare expressément qu'il n'a créé aucune servitude et qu'il n'est pas à sa connaissance qu'il en existe une à charge des immeubles cédés, à l'exception cependant:

- d'une servitude de trois lignes de Haute Tension (SOTEL et CEGEDEL);
- d'une servitude de conduite à gaz avec station de détente (SOTEG);
- d'une servitude d'une tranchée technique (canal ARBED, canaux eaux pluviales, eaux usées, lignes PTT, conduites SES, conduite SOTEG, etc.);
- d'une servitude de passage grevant le lot 14 du plan précité au profit du lot 11.

5.- Toutes les contributions et tous les impôts de l'Etat ou de la Commune généralement quelconques, pouvant grever les immeubles objets des présentes, sont à la charge de la société TWINERG à partir du jour de l'entrée en jouissance.

Clauses particulières

(a) TWINERG accepte pour elle, ses filiales et ses successeurs, même à titre particulier, les risques et inconvénients résultant de la situation des terrains cédés à proximité des établissements industriels exploités à la date des présentes ou à une date future par ARBED, ses filiales ou ses successeurs et renonce expressément à tous recours et actions contre ceux-ci du chef d'une exploitation normale desdits établissements industriels, exploitation conforme aux lois et règlements applicables présents ou futurs, le tout pour autant que les risques et inconvénients ne portent pas un préjudice substantiel aux activités et à l'exploitation de TWINERG ou de ses filiales.

b) ARBED accepte pour elle, ses filiales et ses successeurs, même à titre particulier, les risques et inconvénients résultant de la situation des terrains cédés à proximité des établissements industriels que TWINERG ou ses filiales exploitent à la date des présentes ou à une date future et renonce expressément à tous recours et actions contre TWINERG, ses filiales ou ses successeurs du chef d'une exploitation normale des établissements industriels construits et exploités par TWINERG sur les terrains cédés, exploitation conforme aux lois et règlements applicables présents ou futurs, le tout pour autant que les risques et inconvénients ne portent pas un préjudice substantiel aux activités et à l'exploitation d'ARBED ou de ses filiales.

(c) L'accès de la centrale étant prévu sur la partie nord-ouest du terrain en vertu du plan 1 du 11 janvier 1999 de l'atelier d'architecture BENG, ARBED autorise TWINERG à emprunter la route privée existante jusqu'au rond point sur la route d'Ehlerange. TWINERG s'oblige, à participer aux frais futurs de remise en état respectivement de la construction d'une nouvelle route le long du terrain cédé, selon les dispositions d'usage en la matière.

d) ARBED informera TWINERG de son intention de mettre en vente tout ou partie des terrains faisant l'objet du contrat de location signé entre elles le 30 avril 1999, visé à l'article 6, paragraphe a. du compromis d'apport en nature signé entre TWINERG et ARBED en date du 3 mai 1999, ces terrains étant inscrits au cadastre de la Commune de Esch-

sur-Alzette, section A d'Esch/Nord, en lieu-dit «Bei Raemerich», sous partie du numéro cadastral 2280/16667 et partie sans numéro cadastral, et de la Commune de Sanem, section D d'Ehlerange, en lieu-dit «Tipp Arbed», partie du numéro cadastral 79/3088, le tout d'une contenance d'environ 3 hectares.

Quatrième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article cinq des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit est fixé à EUR 7.500.000,- (sept millions cinq cent mille Euros), représenté par 302.549 (trois cent deux mille cinq cent quarante-neuf) actions, sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouveaux administrateurs:

- Monsieur Romain Becker, Président du Comité de Direction CEGEDEL, demeurant à L-2510 Strassen, 37, rue Schafstrachen;

- Monsieur André Simon, ingénieur, demeurant à L-4018 Esch-sur-Alzette, 46, rue d'Audun.

Leur mandat se terminera lors de l'assemblée générale annuelle de 2004.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois millions sept cent mille francs luxembourgeois.

Pour les besoins de l'enregistrement, le montant de la présente augmentation de capital s'élève à LUF 301.299.250,- (trois cent un millions deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille deux cent cinquante francs luxembourgeois).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: E. Boogaerts, H. Janssen, H. Didelot, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juin 1999, vol. 117S, fol. 43, case 4. – Reçu 3.012.993 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 1999.

J. Elvinger.

(30611/211/284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

TWINERG, Société Anonyme.

Siège social: L-4289 Esch-sur-Alzette, 5, Schlassgoart.

R. C. Luxembourg B 64.224.

Les statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.
(30612/211/6) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

TOSINVEST INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 55.324.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le deux juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TOSINVEST INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, constituée sous la dénomination de PENTA HOLDING S.A., suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 26 juin 1996, publié au Mémorial C, numéro 468 du 20 septembre 1996, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, susdit, le 30 mai 1997, publié au Mémorial C, numéro 468 du 28 août 1997 et suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 9 février 1999 non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Luisella Moreschi, licenciée en sciences économiques et financières, demeurant à Brouch/Mersch.

La présidente désigne comme secrétaire Monsieur Maurizio Natale, comptable, demeurant à Dudelange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Angela Cinarelli, employée privée, demeurant à Fentange.

La présidente déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les trois mille deux cent cinquante (3.250) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- Modification du statut pour le changer de Holding en Société Commerciale.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'abandonner le régime fiscal sur les sociétés holding régies par la loi du 31 juillet 1929 et d'adopter l'objet social commercial général des sociétés de participations financières.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article deux, le premier alinéa de l'article premier et l'article onze des statuts, pour leur donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire de l'intermédiation sur les marchés.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

«**Art. 1^{er}. Premier alinéa.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de TOSINVEST INTERNATIONAL S.A.»

«**Art. 11.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation données par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: L. Moreschi, A. Cinarelli, M. Natale, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 4 juin 1999, vol. 841, fol. 91, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 30 juin 1999.

J.-J. Wagner.

(30607/239/63) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

TOSINVEST INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 55.324.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 29 juin 1999.

J.-J. Wagner.

(30608/239/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

TOSINVEST ITALIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 46.892.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le deux juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TOSINVEST ITALIA, ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, constituée sous la dénomination de FINANCIERE MARGAUX S.A., suivant acte notarié en date du 24 février 1994, publié au Mémorial C, numéro 234 du 14 juin 1994, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 9 février 1999, non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Luisella Moreschi, licenciée en sciences économiques et financières, demeurant à Brouch/Mersch.

La présidente désigne comme secrétaire Monsieur Maurizio Natale, comptable, demeurant à Dudelange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Angela Cinarelli, employée privée, demeurant à Fentange.

La présidente déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les mille deux cent cinquante (1.250) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- Modification du statut pour le changer de Holding en Société Commerciale.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'abandonner le régime fiscal sur les sociétés holding régies par la loi du 31 juillet 1929 et d'adopter l'objet social commercial général des sociétés de participations financières.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article deux, le premier alinéa de l'article premier et l'article douze des statuts, pour leur donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire de l'intermédiation sur les marchés.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

«**Art. 1^{er}. Premier alinéa.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de TOSINVEST ITALIA S.A.»

«**Art. 12.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation données par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: L. Moreschi, A. Cinarelli, M. Natale, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 4 juin 1999, vol. 841, fol. 91, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 25 juin 1999.

J.-J. Wagner.

(30609/239/61) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

TOSINVEST ITALIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 46.892.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 25 juin 1999.

J.-J. Wagner.

(30610/239/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

THEORE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1477 Luxembourg, 24, rue des Etats-Unis.

R. C. Luxembourg B 62.128.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 1999, vol. 517, fol. 70, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 1999.

Pour THEORE HOLDING S.A.

FIDUCIAIRE DES P.M.E.

Signature

(30603/514/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 1999.

EUROMESS, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 13.992.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *21 septembre 1999* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mai 1999
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

I (03507/534/16)

Le Conseil d'Administration.

SAPACI S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 9.999.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *20 septembre 1999* à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1999
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
6. Divers

I (03511 /534/17)

Le Conseil d'Administration.

WANKLYN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 61.702.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *21 septembre 1999* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1999
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

I (03512/534/16)

Le Conseil d'Administration.

FRAVER HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R. C. Luxembourg B 12.638.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo, le vendredi *17 septembre 1999* à 16.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1998;
- 2) Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998;
- 3) Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
- 4) Affectation des résultats;
- 5) Nominations statutaires;
- 6) Divers.

I (03626/546/19)

Le Conseil d'Administration.

VAUBAN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1811 Luxembourg, 3, rue de l'Industrie.
R. C. Luxembourg B 59.608.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu le *17 septembre 1999* à 11.00 heures au siège social de la Société, 3, rue de l'Industrie à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire sur les Comptes annuels de l'exercice se terminant au 31 août 1999.
2. Approbation des Comptes annuels (Bilan et Compte de Pertes & Profits) pour l'exercice se terminant au 31 août 1999.
3. Décision de distribuer un dividende sur l'exercice se terminant le 31 août 1999.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice écoulé.
5. Divers.

I (03672/000/19)

Le Conseil d'Administration.

K RUBBER & PLASTICS INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 41.105.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le jeudi *16 septembre 1999* à 14.00 heures au siège social, 33, boulevard du Prince Henri, Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes au 31 décembre 1998.
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1998; affectation des résultats.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Elections statutaires.
5. Divers.

I (03685/742/17)

Le Conseil d'Administration.

VITTORIA TIMBER, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 24-28, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 46.748.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 24-28, rue Goethe, le vendredi *17 septembre 1999* à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1998;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Affectation des résultats;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

I (03717/546/19)

Le Conseil d'Administration.

BEAUCAMPS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 38.155.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *17 septembre 1999* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 1999, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 1999.
4. Divers.

I (03718/005/16)

Le Conseil d'Administration.

ORANGENBURGER S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 20.972.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *10 septembre 1999* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mai 1999
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Nomination d'un Administrateur supplémentaire
6. Divers

II (03367/795/17)

Le Conseil d'Administration.

ELHE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 23, avenue Monterey.
H. R. Luxemburg B 20.636.

Die Aktieninhaber sind hiermit eingeladen, der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG,

die am *10. September 1999* um 10.30 Uhr am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung, stattfindet, beizuwohnen:

Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Kommissars
2. Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebniszuweisung per 31. März 1999
3. Entlastung an Verwaltungsrat und Kommissar
4. Ernennung eines zusätzlichen Verwaltungsratsmitglieds
5. Verschiedenes.

II (03368/795/16)

Der Verwaltungsrat.

INTERLEASING S.A., Société Anonyme.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 23, avenue Monterey.
H. R. Luxemburg B 18.453.

Die Aktieninhaber sind hiermit eingeladen, der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG,

die am *10. September 1999* um 10.30 Uhr am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung, stattfindet, beizuwohnen:

Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Kommissars
2. Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebniszuweisung per 31. Dezember 1997 und 1998
3. Entlastung an Verwaltungsrat und Kommissar
4. Ernennung eines zusätzlichen Verwaltungsratsmitglieds
5. Verschiedenes.

I (03369/795/16)

Der Verwaltungsrat.

LLM, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 58.746.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *13 septembre 1999* à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;
6. Divers.

II (03457/534/17)

Le Conseil d'Administration.

MAITAGARIA, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 55.002.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 13 septembre 1999 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

II (03458/534/16)

Le Conseil d'Administration.

SODIAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 20.861.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10 septembre 1999 à 14.30 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 30 juin 1999;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Divers.

II (03531/006/15)

Le Conseil d'Administration.

CASSIS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 47.232.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 10 septembre 1999 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 30 avril 1999
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur
6. Nominations statutaires
7. Conversion du capital social en Euros
8. Divers

II (03560/029/21)

Le Conseil d'administration.

LA CONCORDE, Société Anonyme.
Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 54.078.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 10 septembre 1999 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 1999
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Conversion du capital social en Euros
7. Divers

II (03561/029/20)

Le Conseil d'administration.

RYLUX S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 18.514.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 10 septembre 1999 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 1999
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Conversion du capital social en Euros
7. Divers

II (03562/029/20)

Le Conseil d'administration.

COMPAGNIE FINANCIERE DE LA MADELAINE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 59.511.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le lundi 13 septembre 1999 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 1999 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nomination statutaire.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03575/755/18)

Le Conseil d'Administration.

SAMPSON S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 38.167.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 9 septembre 1999 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 1999, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 1999.
4. Divers.

II (03638/005/16)

Le Conseil d'Administration.

BEUCETTE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 38.156.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 9 septembre 1999 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 1999, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 1999.
4. Divers.

II (03639/005/16)

Le Conseil d'Administration.

PORTINFER FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 38.164.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 9 septembre 1999 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 1999, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 1999.
4. Divers.

II (03640/005/16)

Le Conseil d'Administration.

PARIBAS INSTITUTIONS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 10A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 41.025.

Nous vous prions de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de PARIBAS INSTITUTIONS qui se tiendra le jeudi 16 septembre 1999, à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration pour l'exercice clos le 30 juin 1999.
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 juin 1999.
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 juin 1999 et répartition bénéficiaire.
4. Quitus aux Administrateurs pour l'exercice clos le 30 juin 1999.
5. Composition du Conseil d'Administration.
6. Renouvellement du mandat du Réviseur d'entreprises.
7. Divers.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé, pour le 8 septembre 1999, leurs titres, soit au siège social de la Société, soit aux guichets des établissements suivants, où des formules de procuration sont disponibles:

- au Luxembourg: PARIBAS LUXEMBOURG, 10A, boulevard Royal, Luxembourg
- en Belgique: BANQUE ARTESIA, 162, boulevard Emile Jacqmain, B-1000 Bruxelles

II (03686/755/23)

Le Conseil d'Administration.